

## MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

### CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

#### *L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage*

État – Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de  
l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France  
Direction des Routes d'Île-de-France  
Service de la Modernisation du Réseau

#### *Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)*

Madame Emmanuelle GAY, Directrice Régionale et  
Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des  
Transports d'Île-de-France par délégation du Préfet de la région d'Île-  
de-France, Préfet de Paris  
(Arrêté n° IDF-2023-04-19-00003 du 19 avril 2023)

#### *Objet du marché*

Contournement Est de Roissy – Mesures environnementales  
Restauration de milieu favorable à l'Édicnème criard (MR16)  
Marché DRIAT-DIRIF-DMRNO-MAPA-25-073

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

<b>ARTICLE 1. OBJET ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES .....</b>	<b>7</b>
1-1. OBJET DU MARCHÉ PUBLIC.....	7
1-1-1. Contexte.....	7
1-1-2. Objet.....	7
1-1-3. Descriptif des travaux.....	7
1-1-4. Lieu d'exécution.....	7
1-2. DECOMPOSITION EN TRANCHES ET EN LOTS .....	8
1-3. INTERVENANTS ET FORME DES NOTIFICATIONS.....	8
1-3-1. Mandataire du maître d'ouvrage.....	8
1-3-2. Désignation de sous-traitants en cours de marché .....	8
1-3-3. Maîtrise d'ouvrage .....	8
1-3-4. Maîtrise d'œuvre .....	9
1-3-5. Contrôle technique .....	9
1-3-6. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS) .....	9
1-3-7. Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC) .....	9
1-3-8. Autres intervenants .....	9
1-3-9. Représentation du pouvoir adjudicateur .....	10
1-3-10. Notifications par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques .....	10
1-4. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE ET DE SURETE, PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	11
1-5. CONTROLE DES COUTS DE REVIENT.....	12
1-6. DISPOSITIONS GENERALES.....	12
1-6-1. Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail.....	12
1-6-2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés .....	13
1-6-3. Responsabilités et Assurances.....	14
1-6-4. Réalisation de prestations similaires .....	16
1-6-5. Clauses sociales et environnementales.....	16
1-6-6. Autres dispositions générales.....	16
1-7. CLAUSES DE REEXAMEN DU MARCHÉ PUBLIC .....	17
1-8. ORDRES DE SERVICE.....	17
1-9. PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	17
<b>ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ .....</b>	<b>17</b>
2-1. PIECES PARTICULIERES .....	17
2-2. PIECES GENERALES .....	17
2-3. ENGAGEMENTS UNILATERAUX DE L'ENTREPRISE.....	18
<b>ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES</b>	<b>18</b>
3-1. TRANCHE(S) OPTIONNELLE(S).....	18
3-2. CONTENU DES PRIX – MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES ET DE REGLEMENT DES COMPTES.....	18
3-2-1. Contenu des prix.....	18
3-2-2. Prestations gratuites exercées par le maître d'ouvrage .....	21
3-2-3. Règlement des comptes.....	22
3-2-4. Sous-détail ou décomposition supplémentaire de prix.....	22
3-2-5. Établissement des états d'acompte et du décompte final .....	22
3-2-6. Modalités de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités – Intérêts moratoires .....	24
3-2-7. Approvisionnements.....	25
3-2-8. Répartition des dépenses communes de chantier .....	25
3-3. VARIATION DANS LES PRIX.....	25
3-3-1. Modalités de révision.....	25
3-3-2. Mois d'établissement des prix du marché .....	25
3-3-3. Choix des index de référence .....	25
3-3-4. Modalités de révision des prix .....	26
3-3-5. Application de la taxe à la valeur ajoutée .....	26
3-4. MODALITES PARTICULIERES DE PAIEMENT.....	27

3-5. ÉCHEANCIER DES DEPENSES.....	27
3-6. AUGMENTATION DU MONTANT DES TRAVAUX.....	28
<b>ARTICLE 4. DÉLAI DE RÉALISATION – PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES .....</b>	<b>28</b>
4-1. DELAI DE REALISATION.....	28
4-1-1. Délai de la période de préparation.....	28
4-1-2. Période d'exécution des travaux.....	28
4-2. PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION.....	28
4-3. PENALITES POUR RETARD D'EXECUTION .....	30
4-3-1. Pénalités pour retard d'exécution.....	30
4-3-2. Pénalités pour retard dans l'exécution du programme de la période de préparation.....	30
4-3-3. Pénalités pour retard d'exécution lié aux travaux de reprise pour la levée de réserves.....	31
4-3-4. Pénalité pour arrêt de chantier.....	31
4-3-5. Pénalité pour retard dans le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux.....	31
4-4. AUTRES PENALITES DE RETARD .....	31
4-4-1. Fourniture de documents.....	31
4-4-2. Période de préparation.....	31
4-4-3. Non-respect des délais prévus à l'article 12-3 du présent CCAP.....	32
4-5. PRIMES D'AVANCE.....	32
<b>ARTICLE 5. AUTRES PÉNALITÉS.....</b>	<b>32</b>
5-1. REUNIONS .....	32
5-2. NON TENUE DU JOURNAL DE CHANTIER OU DU REGISTRE SECURITE.....	32
5-3. PENALITES POUR DOMMAGES CAUSES A L'ENVIRONNEMENT OU AUX TIERS .....	32
5-3-1. Les infractions de comportement et toute autre action sans conséquence grave sur l'environnement.....	33
5-3-2. Les atteintes à l'environnement ou dégradations réparables .....	33
5-3-3. Les dégradations irréversibles, destructions de milieux ou pollutions importantes .....	33
5-4. PENALITES POUR NON-RESPECT DE L'ENGAGEMENT D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE .....	34
5-5. PENALITES POUR INFRACTION AUX REGLES DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE.....	34
5-6. LIMITATION DE LA GENE OCCASIONNEE PAR LE CHANTIER .....	34
5-6-1. Pénalités pour absence d'entretien des voies publiques et/ou pistes de chantier.....	34
5-6-2. Pénalités pour utilisation de voiries ou d'accès non prévus.....	34
5-6-3. Pénalités pour non-maintien d'un cheminement piéton et cycle tout au long de la vie du chantier.....	35
5-7. PENALITES POUR INSUFFISANCE DE QUALITE .....	35
5-8. AUTRES PENALITES DIVERSES .....	35
5-8-1. Pénalités pour chantier non clos.....	35
5-8-2. Non-respect des règles du PAQ.....	35
5-8-3. Non remise des attestations mentionnées à l'article 1-6. ....	35
5-8-4. Intervention d'un sous-traitant non déclaré.....	35
5-8-5. Non présentation des états d'acomptes et échéanciers .....	35
5-8-6. Pénalités pour coupure de câbles .....	35
5-8-7. Pénalité pour non présentation des constats nécessaires .....	36
5-9. PLAFONNEMENT DES PENALITES.....	36
<b>ARTICLE 6. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ .....</b>	<b>36</b>
6-1. RETENUE DE GARANTIE .....	36
6-2. AVANCES.....	36
<b>ARTICLE 7. PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS .....</b>	<b>37</b>
7-1. PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS .....	37
7-2. MISE A DISPOSITION DE CARRIERES OU LIEUX D'EMPRUNT .....	38
7-3. CARACTERISTIQUES, QUALITES, VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS .....	38
7-3-1. Cahier des Clauses Techniques Particulières.....	38
7-3-2. Plan d'Assurance de la Qualité .....	38
7-3-3. Contrôles.....	38
7-4. PRISE EN CHARGE, MANUTENTION ET CONSERVATION PAR LE TITULAIRE DES MATERIAUX ET PRODUITS FOURNIS PAR LE MAITRE DE L'OUVRAGE.....	39
<b>ARTICLE 8. RÉALISATION DES TRAVAUX À PROXIMITÉ DES RÉSEAUX ET IMPLANTATION DES OUVRAGES.....</b>	<b>39</b>

8-1. DECLARATION D'INTENTION DE COMMENCEMENT DES TRAVAUX (DICT) .....	39
8-2. AUTORISATIONS D'INTERVENTION A PROXIMITE DES RESEAUX (AIPR) .....	40
8-3. REALISATION DES TRAVAUX A PROXIMITE DE RESEAUX .....	40
8-4. PIQUETAGE GENERAL .....	40
8-5. PIQUETAGE SPECIAL DES OUVRAGES SOUTERRAINS OU ENTERRES .....	40
8-6. CONTROLE DES TRAVAUX TOPOGRAPHIQUES .....	41
8-6-1. Contrôle interne.....	41
8-6-2. Contrôle externe .....	41
8-6-3. Contrôle extérieur.....	41
<b>ARTICLE 9. PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX .....</b>	<b>41</b>
9-1. PERIODE DE PREPARATION – PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX.....	41
9-2. ÉTUDES D'EXECUTION DES OUVRAGES .....	43
9-2-1. Déroulement des études d'exécution.....	43
9-2-2. Visa des documents d'exécution.....	43
9-2-3. Fiches de modification.....	44
9-2-4. Format des documents d'exécution.....	44
9-2-5. État d'avancement des documents d'exécution .....	45
9-3. ÉCHANTILLONS – NOTICES TECHNIQUES – PROCES-VERBAL D'AGREMENT .....	45
9-4. INSTALLATION, ORGANISATION, SECURITE ET HYGIENE DES CHANTIERS .....	45
9-4-1. Installation des chantiers de l'entreprise.....	45
9-4-2. Lieux de dépôt des déblais en excédent.....	46
9-4-3. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS).....	46
9-4-4. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique.....	48
9-4-5. Maintien des communications et de l'écoulement des eaux .....	48
9-4-6. Démolition de constructions.....	48
9-4-7. Emploi d'explosifs – Engins explosifs de guerre.....	48
9-4-8. Dégradations causées aux voies publiques .....	48
9-4-9. Planning financier.....	48
9-5. SUJETIONS RESULTANT DE L'EXPLOITATION DU DOMAINE PUBLIC OU PRIVE .....	48
9-6. REGISTRE DE CHANTIER .....	48
<b>ARTICLE 10. CONTRÔLES ET RÉCEPTIONS DES TRAVAUX .....</b>	<b>48</b>
10-1. VERIFICATION DES MATERIAUX ET PRODUITS – ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX .....	48
10-1-1. Vérification des matériaux et produits – Essais et épreuves.....	48
10-1-2. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.....	49
10-2. RECEPTION .....	49
10-2-1. Réception des ouvrages.....	49
10-2-2. Réceptions partielles.....	49
10-3. PRISE DE POSSESSION ANTICIPEE DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIE D'OUVRAGE.....	49
10-4. MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES .....	49
10-5. DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION.....	49
10-6. DELAI DE GARANTIE .....	50
10-7. GARANTIES PARTICULIERES.....	50
10-7-1. Garantie sur la non-reprise des espèces végétales.....	50
10-7-2. Garantie sur matériaux et procédés nouveaux.....	50
10-7-3. Garantie particulière des documents et données informatiques conformes à l'exécution.....	50
<b>ARTICLE 11. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT .....</b>	<b>51</b>
11-1. CADRE REGLEMENTAIRE.....	51
11-2. CONTROLES DES DOMMAGES CAUSES A L'ENVIRONNEMENT ET AUX TIERS .....	51
11-2-1. Pollutions atmosphériques .....	51
11-2-2. Pollutions sonores.....	51
11-2-3. Gestion des déchets.....	52
11-2-4. Pollutions des eaux .....	52
11-2-5. Protection de la nature.....	52
<b>ARTICLE 12. CLAUSES EN FAVEUR DE L'EMPLOI ET DU DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL.....</b>	<b>53</b>
12-1. OBLIGATION DU TITULAIRE .....	53

12-2. LE NOMBRE D'HEURES D'INSERTION A REALISER .....	53
12-3. LES MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS D'INSERTION.....	53
12-4. ACCOMPAGNEMENT POUR LA MISE EN ŒUVRE DES CLAUSES SOCIALES .....	54
12-5. LES MODALITES DE CONTROLE DE L'ACTION D'INSERTION.....	54
<b>ARTICLE 13. RÉSILIATION .....</b>	<b>55</b>
13-1. RECLAMATION .....	56
13-2. DEFAILLANCE .....	56
<b>ARTICLE 14. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX .....</b>	<b>56</b>

# **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

Dans tout ce document, le Code de la Commande Publique est désigné par l'abréviation CCP.

Il est rappelé que le terme de « marché public » résulte de la passation d'un contrat onéreux par un acheteur ou une autorité concédante, pour répondre à un besoin en matière de travaux, de fourniture ou de service, avec un ou plusieurs opérateurs économiques (Articles L.2 et L.1111-1 du Code de la Commande Publique – CCP).

Les articles du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières font référence au Cahier des Clauses Administratives Générales – Marché publics de travaux. Par arrêté du 30 mars 2021, le CCAG Travaux 2021, en vigueur au 1<sup>er</sup> avril 2021, s'applique à ce marché.

# **ARTICLE 1. OBJET ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

## **1-1. Objet du marché public**

### **1-1-1. Contexte**

L'opération s'intègre dans les prestations complémentaires à la mise en service du Contournement Est de Roissy (CER). Dès la conception des aménagements du CER, le maître d'ouvrage a dû définir les mesures adaptées pour éviter, réduire et, lorsque c'est nécessaire, compenser les impacts du projet sur l'environnement. L'objectif de cette démarche est de préserver au mieux l'intégrité de la biodiversité dans laquelle s'insèrent les aménagements.

Afin de permettre la réalisation des travaux, une autorisation environnementale a été obtenue pour le projet (arrêté interpréfectoral n°2019/DDT/SEPR/246 du 19 décembre 2019). Compte-tenu de son envergure, les enjeux environnementaux relatifs au projet ont été particulièrement importants et structurants dans le déroulement de l'opération. L'arrêté d'autorisation environnementale prévoit notamment 32 mesures en faveur de l'environnement, dont la création de zones de compensation pour l'Édicnème criard (2 hectares), un oiseau protégé au niveau européen (classé vulnérable, estimation de 200 couples en Ile-de-France).

### **1-1-2. Objet**

Les prestations, objet du présent marché, concernent la restauration de milieu favorable à l'Édicnème criard après travaux dans l'emprise du projet au niveau du diffuseur du Mesnil-Amelot (77), pour une surface d'environ 0,77 ha.

Cette opération est de catégorie 1 au sens de l'article R.4532-1 du Code du Travail.

### **1-1-3. Descriptif des travaux**

Ces travaux comprennent :

- d'une part, des travaux préparatoires :
  - les études et les démarches administratives,
  - la reconnaissance du site,
  - le débroussaillage et le nettoyage du site,
  - l'enlèvement des déchets et des matériaux divers,
  - l'arrachage et l'évacuation des espèces exotiques envahissantes
- d'autre part, des travaux de terrassement :
  - le décapage de la terre végétale et son évacuation,
  - la préparation du sol dans les conditions précisées au CCTP,
  - la mise en dépôt provisoire des matériaux de remblais,
  - le remblaiement de la zone dans les conditions précisées au CCTP,
  - la mise en décharge publique des matériaux excédentaires et des matériaux non réutilisés, sur indication du maître d'œuvre,
  - la récupération, le traitement et l'évacuation des eaux pluviales pendant les travaux, l'exécution des drainages d'eaux souterraines qui pourraient apparaître nécessaires.
- le nettoyage des lieux.

Le délai prévu pour l'ensemble des travaux est estimé à **1 mois, hors période de préparation**.

### **1-1-4. Lieu d'exécution**

Les travaux seront exécutés dans le département de Seine-et-Marne (77) sur la commune du Mesnil-

Amelot, au niveau du lieu-dit *la Renardière*.

## **1-2. Décomposition en tranches et en lots**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ni en lots.

## **1-3. Intervenants et forme des notifications**

### **1-3-1. Mandataire du maître d'ouvrage**

Sans objet.

### **1-3-2. Désignation de sous-traitants en cours de marché**

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par les articles R.2193-3 à -4 du Code de la Commande Publique, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-6-3 ci-après.

À cet effet, le titulaire pourra utiliser le Formulaire DC4 téléchargeable sur le site :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/marches-publics>

De par la loi, le sous-traitant bénéficie du paiement direct, à compter d'un montant sous-traité de 600,00 € TTC. Il joint dans son dossier de demande d'agrément, un RIB et le pouvoir du signataire du DC4 et communique le numéro unique d'identification délivré par l'INSEE (numéro SIREN).

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont accompagnées d'une liste de travaux en cours d'exécution ou exécutés au cours des 3 dernières années par les sous-traitants, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants (ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin), de l'indication des titres d'études et professionnels des sous-traitants et d'une déclaration indiquant les effectifs et moyens annuels des sous-traitants et l'importance du personnel de l'encadrement, pour chacune des 3 dernières années, ainsi que l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont les sous-traitants disposent pour la réalisation de marchés de même nature.

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont envoyées au représentant du pouvoir adjudicateur, une copie étant mise au maître d'œuvre.

Le délai de 21 jours évoqué à l'article R.2193-4 du Code de la Commande Publique relatif aux marchés publics démarre à compter de la réception par le représentant du pouvoir adjudicateur d'une demande d'acceptation de sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement complète. Toute demande incomplète ne pourra faire l'objet d'une acceptation tacite de la part du représentant du pouvoir adjudicateur.

La signature de l'acte spécial ou du DC4 par le maître d'ouvrage vaut notification au titulaire de l'acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

### **1-3-3. Maîtrise d'ouvrage**

Sous l'autorité du Préfet de Région, la maîtrise d'ouvrage est assurée par :

Direction des Routes d'Île-de-France (DiRIF)

Service de la Modernisation du Réseau (SMR)

Département de la Modernisation du Réseau Nord (DMRNo)



21-23 rue Miollis  
75015 Paris

représenté par le chef du Département de la Modernisation du Réseau Nord ou son adjoint.

#### **1-3-4. Maîtrise d'œuvre**

La fonction de maître d'œuvre est assurée par :

Direction des Routes d'Île-de-France (DiRIF)  
Service de la Modernisation du Réseau (SMR)  
Cellule d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (CAMO)  
21-23 rue Miollis  
75015 Paris

La fonction de maîtrise d'œuvre comprend :

- L'assistance au maître de l'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT) ;
- Le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux et la totalité des études de synthèse (EXE) ;
- L'examen de la conformité au projet et le visa des études d'exécution réalisées par les opérateurs économiques (VISA) ;
- La direction de l'exécution des contrats de travaux (DET) ;
- L'assistance au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la « Garantie de Parfait achèvement » (AOR) ;
- L'ordonnancement, le pilotage et la coordination des travaux (OPC).

Sauf pour le décompte général et stipulations contraires, la notification des décisions et communications du pouvoir adjudicateur est réalisée par le maître d'œuvre.

#### **1-3-5. Contrôle technique**

La maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de faire intervenir tout bureau de contrôle ou expert pour le conseiller sur une question ayant trait aux travaux. Le financement de ce contrôle sera assuré par la maîtrise d'ouvrage. En cas de malfaçon constatée, cette prestation sera facturée au titulaire.

#### **1-3-6. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)**

La mission de coordination en matière de SPS en phase de réalisation est assurée par :

PRESENTS SA  
68 rue Nationale – 59 000 Lille  
Julien MICENT, Responsable d'agence Nord  
Tél : 03 90 22 31 45 - Mail : j.milcent@presents.fr  
désignée dans le présent marché sous le nom de « coordonnateur SPS ».

#### **1-3-7. Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC)**

Cette mission est incluse dans la mission de la maîtrise d'œuvre (voir article 1-3-4).

#### **1-3-8. Autres intervenants**

Les autres intervenants sont les suivants (liste non exhaustive) :

- L'exploitant et propriétaire du site : Aéroport De Paris (ADP) ;
- L'exploitant de la RN1104 (77) : DiRIF / AGER Est / UER Champigny / CEI Villeparisis
- L'exploitant des voies départementales dans le 77 (en particulier RD212) : Conseil départemental de Seine-et-Marne (CD77) / Direction des routes ;

- L'exploitant de la voirie communale du Mesnil-Amelot : Mairie du Mesnil-Amelot ;
- Les intervenants du contrôle extérieur du maître d'ouvrage ;
- L'Exploitant Réseaux : TRAPIL.

### **1-3-9. Représentation du pouvoir adjudicateur**

Pour l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur est représenté, sous réserve de changement ultérieur, par le Chef du Département de la Modernisation du Réseau Nord (DMRNo) ou son adjoint pour assumer les fonctions suivantes :

- La réception du contrat de sous-traitance et de ses avenants éventuels lorsqu'il en fait la demande (CCAG art. 3.6.1.5) ;
- La réception d'une copie de la caution personnelle et solidaire mentionnée à l'article 14.1 de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée, relative à la sous-traitance (CCAG art. 3.6.2.4) ;
- La réception de l'acte donnant délégation pour paiement aux sous-traitants indirects (CCAG art. 3.6.2.6) ;
- La réception des demandes du titulaire de constatations contradictoires en cas de carences du maître d'œuvre et la fixation de la date des constatations (CCAG art. 11) ;
- L'information par le titulaire de l'absence de transmission de l'état d'acompte par le maître d'œuvre (CCAG art. 12.2.2) ;
- La réception de la mise en demeure par le titulaire d'établir le décompte général (CCAG art. 12.4) ;
- La réception du projet de décompte général (CCAG art. 12.4) ;
- La communication des résultats des sondages pour le piquetage spécial (CCAG art. 27.3.1) ;
- La réception du plan de prévention ou du PPSPS dans le cadre de l'article L.4532-9 du code du travail (CCAG art. 28.3) ;
- La réception de la demande du titulaire pour fixer la date des opérations préalables à la réception en cas de carence du maître d'œuvre (CCAG art. 41.1.2) ;
- La réalisation des opérations préalables à la réception en cas d'absence du maître d'œuvre (CCAG art. 41.1.2).

Les transmissions sont faites à l'adresse suivante :

Direction des Routes d'Île-de-France (DiRIF)  
 Service de la Modernisation du Réseau (SMR)  
 Département de la Modernisation du Réseau Nord (DMRNo)  
 21-23 Rue Miollis 75015 Paris  
 Courriel : cer-rdo.dmrno.smr.dirif.drieat-if@developpement-durable.gouv.fr  
 Tél : 01 40 61 84 82

### **1-3-10. Notifications par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques**

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réel.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le maître d'ouvrage et/ ou le maître d'œuvre procéderont à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire).

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire.

Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

#### 1-3-10-1. Accusés de réception

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui a été adressé, mentionnées sur le récépissé généré par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

#### 1-3-10-2. Notifications dématérialisées

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire, ne mentionne pas de délai(s) celui-ci(ceux-ci) commencent à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire dans PLACE.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via PLACE par le maître d'ouvrage et/ou le maître d'œuvre, ceux-ci veilleront à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par le maître d'ouvrage et / ou le maître d'œuvre.

L'application PLACE permettra la traçabilité des échanges et sera utilisée pour la transmission par le titulaire :

- Des documents d'exécution ;
- Des documents liés au management de la qualité ;
- Des documents liés au management de l'environnement ;
- Des documents liés au management de la sécurité ;
- Des comptes rendus de visite et d'intervention ;
- Des notes d'observations,
- Des avis sur les fiches de non-conformité ;
- Des avis sur les fiches d'agrément ;
- Des dossiers mensuels.

Le titulaire y ajoutera également les comptes-rendus de réunions de chantier et les observations et visas transmis par le maître d'œuvre.

### **1-4. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité et de sûreté, protection des données à caractère personnel**

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par le maître d'ouvrage et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par le maître d'ouvrage dont il aura connaissance, même de manière fortuite, dans le cadre de ce marché et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

Sont considérées comme des Informations confidentielles (ci-après dénommées les "Informations confidentielles"), sans que cette énonciation soit limitative, la totalité des Informations, documents, dossiers, analyses, quel qu'en soit le support et le mode de diffusion (verbal, écrit ou informatique notamment), concernant les activités, les éléments de savoir-faire, les données économiques, techniques, financières, juridiques, fiscales, commerciales ou stratégiques, les états financiers et leurs annexes et documents préparatoires ou explicatifs, les budgets et autres éléments prévisionnels ainsi que les hypothèses ayant servi à les préparer, les analyses et démarches stratégiques, communiquées par la DRIEAT dans le cadre de ce marché.

Les Informations confidentielles ne peuvent être utilisées par le titulaire que pour la réalisation des prestations du présent marché. Le titulaire s'interdit de divulguer, de transmettre ou d'utiliser, directement ou indirectement, à quelque titre que ce soit, toute Information confidentielle, pour d'autres fins.

Le titulaire répond du respect de cette obligation par son personnel, ses conseils, ses fournisseurs, ses sous-traitants et plus généralement toute autre personne, physique ou morale, qu'il pourrait spécialement mandater à l'effet de prendre connaissance des Informations confidentielles pour l'élaboration de sa réponse.

Ces Informations confidentielles ne peuvent, sans l'autorisation préalable et écrite de la DRIEAT, être communiquées à d'autres personnes qu'à celles, parmi les personnes visées à l'alinéa précédent, qui ont la qualité pour en connaître.

Le titulaire doit sans délai avertir la DRIEAT de tout incident pouvant laisser présumer l'existence d'une violation du présent accord de confidentialité.

L'obligation de confidentialité ne cesse que lorsque les Informations Confidentielles sont tombées légitimement dans le domaine public, pour autant que la divulgation ne résulte pas de la faute du titulaire.

La méconnaissance de ces obligations entraîne l'application d'une pénalité. Cette pénalité est équivalente à celle définie à l'article 5.10.3 du présent CCAP. Le titulaire reconnaît que toute révélation ou utilisation de l'Information Confidentielle dont il aurait pu prendre connaissance, à des fins étrangères à la seule élaboration de sa réponse serait gravement préjudiciable et qu'il contracte par la présente une obligation de résultat eu égard à la confidentialité dont la méconnaissance ou la violation entraînerait l'obligation d'en couvrir les entières conséquences, sans préjudice des éventuelles poursuites pénales.

## **1-5. Contrôle des coûts de revient**

Sans objet.

## **1-6. Dispositions générales**

### **1-6-1. Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail**

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du maître d'ouvrage, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du maître d'ouvrage, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 50.3.1

du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

### **1-6-2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés**

#### **1-6-2-1. Intervenants étrangers**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues aux articles R2193-1 à -4 du CCP une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

*"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ..... ayant pour objet .....*

*Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.*

*Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."*

En application de l'article L.1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

#### 1-6-2-2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

##### a) Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L.1262-1-1 et R.1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

##### b) Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R.1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R.1263-6-1 du code du travail, concernant :
  - Les salariés détachés par ses soins,
  - Les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
  - Ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 50.3 du CCAG.

##### c) Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R.4534-139 du code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D.1263-21 du code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de cet affichage.

À défaut, tout manquement fera l'objet d'une pénalité dans les conditions définies à l'article IV.4.6 du présent CCAP.

### **1-6-3. Responsabilités et Assurances**

#### 1-6-3-1. Responsabilités

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur. À ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

### 1-6-3-2. Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le(s) titulaire(s) et ses(leurs) sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Les polices d'assurance doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants :

- Dommages corporels : 3 500 000 € par sinistre ;
- Dommages matériels et/ou immatériels : 750 000 € par sinistre.

### 1-6-3-3. Assurances de responsabilité civile décennale

L'article 8 du CCAG prend en compte les dispositions du code des assurances : l'assurance décennale n'est pas obligatoire pour les ouvrages de génie civil. Par dérogation à cet article, le titulaire du marché déclare avoir souscrit une police d'assurance de responsabilité décennale en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le garantissant pour les travaux confiés.

Cette police comporte les garanties suivantes :

- Garantie effondrement avant réception ;
- Responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles ;
- Dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale du titulaire.

L'entreprise titulaire justifiera de sa police d'assurances individuelle de responsabilité civile décennale par une attestation d'assurances émanant de sa société d'assurances conforme au modèle standard défini par la Fédération Française des Sociétés d'Assurance (FFSA).

L'entreprise devra être en mesure de justifier de l'état d'assurance de ses sous-traitants au fur et à mesure de leur désignation. Les stipulations du contrat des dits sous-traitants devront prévoir au minimum, la couverture de la réparation des dommages de la nature de ceux qui engagent la responsabilité civile décennale des constructeurs au sens des articles 1792, 1792-2, et 1792-4-1 du code civil.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'imposer la souscription ou de souscrire un contrat collectif de responsabilité décennale.

### 1-6-3-4. Dispositions communes

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le titulaire fournit une attestation avant la notification du marché, émanant de sa compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Il adresse ces attestations au maître de l'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission.

Sur simple demande du maître d'ouvrage, le titulaire justifie, y compris pour ses éventuels sous-traitants, qu'il acquitte ses primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc.) est notifiée au maître d'ouvrage.

Le(s) titulaire(s) mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage à obtenir de son assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture d'un titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le maître d'ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

#### **1-6-4. Réalisation de prestations similaires**

Sans objet.

#### **1-6-5. Clauses sociales et environnementales**

##### **1-6-5-1. Clauses sociales**

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable, en conciliant développement économique et progrès social.

Il s'agit de l'action d'insertion professionnelle des publics en difficulté décrite à l'article 12 du présent CCAP ci-après qui fait l'objet de l'article 5 de l'acte d'engagement.

##### **1-6-5-2. Clauses environnementales**

Conformément à l'article n°20.2 du CCAG, les pièces particulières du marché, y compris le présent CCAP dans son article 11, fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

#### **1-6-6. Autres dispositions générales**

Le titulaire s'engage à fournir tous les six mois à compter de la notification du marché jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail. Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plate-forme en ligne mise à disposition, gratuitement, par le ministère, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

En complément de l'article 17.3 du CCAG, en cas de pertes, avaries ou dommages provoqués sur ses chantiers par un phénomène naturel qui n'était pas normalement prévisible ou en cas de force majeure, toute indemnisation du titulaire est en outre subordonnée à la preuve que les sommes réclamées n'ont fait l'objet, et ne pouvaient faire l'objet, d'aucun règlement au titulaire par son ou ses assureurs.



## **1-7. Clauses de réexamen du marché public**

Sans objet.

## **1-8. Ordres de service**

L'ordre de service est la décision du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage qui précise les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations qui constituent l'objet du marché.

Les modalités de coopération entre le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre seront formalisées au plus tard durant la période de préparation.

## **1-9. Propriété intellectuelle**

Pour les prestations couvertes par des droits de propriété intellectuelle, les stipulations du chapitre 6 du CCAG s'appliquent.

# **ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

## **2-1. Pièces particulières**

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles en particulier les actes spéciaux de sous-traitance, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RPA fait seul foi ;
- Le présent CCAP et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RPA fait seul foi, comprenant les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et leurs annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RPA fait seul foi ;
- La Notice de Respect de l'Environnement (NRE) ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;
- Le Détail Estimatif (DE) ;
- Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;
- Dossier des ouvrages exécutés (DOE) ;
- Le dossier de plans. En cas de contradiction entre plusieurs pièces graphiques fournies dans le DCE, les indications portées sur le document le plus récent primeront, et celles portées sur le document dont l'échelle est la plus grande l'emporteront sur celles qui figureraient sur des documents d'échelle moindre et qui seraient contraires. Un détail qui figurerait sur un plan tout en étant absent d'autres plans est dû.

Les différents documents doivent être considérés comme complémentaires.

## **2-2. Pièces générales**

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini à l'article 3-3-2 du présent CCAP :

- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux (arrêté du 30 mars 2021) et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de

- travaux ;
- Les versions actualisées de l'arrêté du 24 novembre 1967 et des 9 parties de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière (IISR) ;
  - Manuel du chef de chantier sur la signalisation temporaire édité par le CEREMA, dans sa version à jour (<http://www.cerema.fr/>) ;
  - Les normes AFNOR citées dans les pièces du marché ;
  - L'arrêté du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments ;
  - L'arrêté du 21 janvier 2004 relatif au régime des émissions sonores des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments.
  - Les textes réglementaires et les recommandations concernant les signalisations de chantier provisoire et définitive, édités par le Ministère de l'Équipement et la DTecITM (anciennement SETRA) ;
  - Les Eurocodes ;
  - Les guides et recommandations Association Française de Génie Civil (AFGC) ;
  - Le fascicule des règles générales de sécurité sur les routes et les autoroutes.

### **2-3. Engagements unilatéraux de l'entreprise**

À l'appui de son offre, le titulaire a présenté les documents listés à l'article 3 du règlement de la consultation (RC) qui constituent des engagements unilatéraux de sa part vis-à-vis du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre qui pourront par conséquent à tout moment, exiger du titulaire le strict respect des dispositions contenues dans ces documents.

En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux du titulaire, ils ne lui confèrent pas de droits, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, notamment à l'appui d'une quelconque forme de réclamation au motif notamment que les moyens effectivement mis en œuvre pour réaliser les ouvrages différeraient de ceux qu'il avait décrits dans ses documents.

De la même manière, les matériels, produits, procédures d'exécution indiqués dans ces pièces n'engagent pas le maître d'œuvre quant à leur agrément futur ; ils devront faire l'objet de demande d'agrément, qui pourront être refusées ou acceptées avec réserve par le maître d'œuvre.

Ces engagements unilatéraux portent sur les documents suivants : le Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance de la Qualité (SOPAQ), le Schéma organisationnel du Plan de Respect de l'Environnement (SOPRE), le planning, ainsi que les sous-détails de prix remis à l'offre ou en cours de période de préparation.

## **ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES**

### **VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES**

#### **3-1. Tranche(s) optionnelle(s)**

Sans objet.

#### **3-2. Contenu des prix – Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes**

##### **3-2-1. Contenu des prix**

Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en tenant compte :

- De l'ensemble des dispositions de l'article 10 du CCAG travaux, des prescriptions liées au présent CCAP ;
- Des dépenses liées aux mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS), de la notification du marché à la fin du délai de garantie de parfait achèvement ;
- Des sujétions listées à l'article 11 « Protection de l'environnement » du présent CCAP et la Notice Respect de l'Environnement (NRE), ainsi que les dépenses de remise en état des ouvrages à la fin des travaux, législation et contraintes locales imposant d'éventuelles restrictions ou obligations en matière de pollution atmosphérique, sonore, pollution des eaux et de gestion des déchets ;
- Des dépenses liées aux mesures particulières concernant la mise en place du Plan de Respect de l'Environnement, conformément à la législation en vigueur et au Schéma organisationnel du Plan de Respect de l'Environnement (SOPRE) ;
- Des dépenses liées aux mesures particulières concernant le tri, l'évacuation et l'élimination des déchets, conformément à la législation en vigueur et au Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Élimination des Déchets de chantier (SOSED) ;
- Des dépenses liées aux mesures concernant la qualité, conformément au Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance de la Qualité (SOPAQ) ;
- Des dépenses liées aux mesures particulières en site urbain ;
- Des dépenses liées à l'exécution de la clause sociale d'insertion.

Et en tenant compte des sujétions d'exécution particulières suivantes :

- Maintien des communications et de l'exploitation du domaine public : voiries publiques locales en interface avec le projet ;
- Des arrêts du chantier :
  - Pendant une durée cumulée de D x 2 jours (D étant le délai d'exécution des travaux, en mois, indiqué dans l'Acte d'engagement), consécutifs ou non, en cas d'accident ou de conditions climatiques modifiant les conditions de sécurité ou les conditions d'exploitation (en particulier : viabilité hivernale), comprenant les sujétions imposées par le rétablissement immédiat des voies neutralisées, de l'accès à la chaussée en travaux, nécessaire à l'évacuation des usagers et l'intervention des services de secours et d'exploitation ;
  - Pendant une durée cumulée de D x 1 jours (D étant le délai d'exécution des travaux, en mois, indiqué dans l'Acte d'engagement), consécutifs ou non, en cas de pics de pollution entraînant des mesures de restriction de circulation ;
  - Pendant une durée cumulée de D x 1 jours (D étant le délai d'exécution des travaux, en mois, indiqué dans l'Acte d'engagement), consécutifs ou non, pour permettre la réalisation de travaux autres que ceux du présent marché et dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par la DiRIF incompatibles avec les travaux de l'Entrepreneur ;
  - Pendant les journées exceptionnelles et déclarés « hors chantier » définies annuellement par la Direction générale des infrastructures, des transports et des mobilités, sur le Réseau Routier National (RRN). Les accès aux voies circulées sur le RRN seront interdits ces jours.
- De la discontinuité des travaux dans l'espace et dans le temps ;
- De la mise en œuvre des moyens adaptés nécessaires au respect des délais ;
- Des contraintes liées au dossier loi sur l'eau ;
- Des contraintes de travaux dans des emprises très restreintes et des modifications des limites d'emprises avec la mise en œuvre des protections et signalisation nécessaires ;
- Du respect des limites d'emprises et des propriétés closes ;
- Du maintien des accès riverains et de toutes les adaptations de la méthodologie de réalisation, du phasage, etc., nécessaires à ce maintien ;
- De la remise en état des emplacements qui seront éventuellement mis à disposition du

titulaire ;

- Du maintien permanent de la circulation routière, piétonne et cyclable pendant toute la durée des travaux et ce sur l'ensemble des voiries ;
- De la réalisation et de la matérialisation d'itinéraires de déviation pour les voiries barrées ;
- Des frais de coordination ou de pilotage en cas de sous-traitance ou de co-traitance ;
- Des sujétions liées à la sécurisation du site ;
- Des essais prévus par le marché ou nécessaires pour garantir la bonne tenue des ouvrages ;
- Des frais résultants des levés topographiques ;
- Des sujétions liées aux points d'arrêt pour les contrôles ordonnés par le maître d'œuvre et toutes les gênes éventuellement dues à ces points d'arrêt ;
- Des sujétions liées à d'éventuelles reprises d'études ordonnées par le maître d'œuvre ou par le maître d'ouvrage ;
- Des dépenses engagées pour la réalisation des essais, des contrôles, des épreuves (relevant du contrôle intérieur du titulaire, contrôle interne et externe) ;
- Des actions de contrôle intérieur et opérations de vérifications par le titulaire de la qualité de son travail (contrôle externe et interne) ;
- En tenant compte des sujétions de toutes natures imposées par la réalisation des mesures et essais de contrôle en tous genres, que cette réalisation soit assurée par l'entreprise elle-même, le maître d'œuvre ou une entreprise extérieure (contrôles intérieurs ou extérieurs) ;
- Du fait que les prestations décrites au marché et ne faisant pas l'objet des prix unitaires ou forfaitaires sont réputées incluses dans les prix ;
- Des sujétions liées à la présence de tous les réseaux enterrés ou aériens, identifiables ou non, existants ou déviés ;
- Des frais et sujétions liées aux reconnaissances géotechniques complémentaires nécessaires ;
- De l'aménagement des horaires de travail durant le chantier ;
- De la prise en compte du site, des contraintes liées à la circulation et de la nécessité de veiller à la qualité de l'entretien des voies d'accès au chantier et de la prise en charge des dégradations causées aux voies publiques suivant l'article III.4 du CCTP ;
- Des restrictions de circulation sur les voies publiques empruntées par les véhicules de chantier ;
- De tous les frais éventuels de recherche, d'études et de location d'emplacement et d'occupation temporaire du domaine privé, quelle qu'en soit la justification (zones de dépôts, stockage provisoire ou définitif, etc.) ;
- Des sujétions liées au Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT) et au PGCSPS ;
- Des sujétions liées à l'intégration des dossiers d'ouvrages exécutés (DOE) dans la base documentaire du maître d'ouvrage ;
- De la participation aux dépenses d'hygiène, de sécurité et de propreté engendrées par la réalisation des travaux ;
- Des frais de coordination avec les entreprises intervenant en dehors du cadre du présent marché, notamment la participation à la démarche de coordination mise en œuvre à l'échelle du territoire ;
- Des sujétions entraînées par le phasage nécessaire au bon déroulement des travaux ;
- D'un éventuel arrêt de chantier entre les phases de travaux et du nécessaire maintien de la surveillance du chantier durant cette interruption ;
- En cas de vol ou de perte de matériaux, matériels, fournitures, outillages, éléments de signalisation et de sécurité, d'ouvrages ou partie d'ouvrages, en cas de dégradation des ouvrages réalisés, les frais résultants des remplacements et mises en état incombent aux entrepreneurs ayant la garde des ouvrages touchés, sans que ces dépenses puissent donner lieu à une indemnisation quelconque de la part du maître d'ouvrage ou à une prolongation des délais d'exécution des travaux.

En tenant compte :

- De toutes les taxes applicables hors TVA et notamment la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) ;
- Des contraintes de programmes définies au CCTP et dans l'ensemble des pièces du marché ;
- De toutes les autorisations administratives à obtenir et des sujétions financières qui en découlent ;
- De l'ensemble des définitions et prestations explicitées dans le bordereau des prix et dans les autres pièces du marché.

En tenant compte de tous les frais de fournitures, de main-d'œuvre, de matériel et de dispositifs définitifs ou provisoires nécessaires à la bonne exécution des travaux, conformément aux prescriptions du CCTG et du CCTP.

En tenant compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution préalable ou simultanée des ouvrages ci-après :

- Travaux effectués par les entreprises titulaires des autres marchés ;
- Travaux effectués par des entreprises concessionnaires (électricité, gaz, eau potable, réseaux téléphoniques et numériques...) intervenants pour des déviations, interruptions ou remises en service de réseaux nécessitées par la réalisation des travaux, objets du présent marché ;
- Autres travaux sur voiries dirigés par les gestionnaires.

En considérant comme normalement prévisibles la hauteur maximale cumulée des précipitations, la hauteur maximale des crues, la hauteur maximale de neige, le nombre de jours de vent ou de gel ou de forte chaleur, mesuré pour les précipitations, les crues ou la neige ou constaté pour le vent, le gel et la forte chaleur pendant la même période que celle correspondant au délai d'exécution fixé à l'Acte d'engagement, dans le poste météorologique du Bourget et qui ont été atteints au moins une fois pendant les trente dernières années s'achevant le 1<sup>er</sup> jour du mois précédant la date de remise de l'offre du titulaire.

Toutes les prestations ou sur-quantités engendrées ou générées par la méthodologie de réalisation, par les conditions d'exécution ou par des choix ou obligations du titulaire ne seront pas rémunérées dans le cadre des prix unitaires, mais prises en charge par le titulaire dans le cadre des prix forfaitaires. Sont par exemple concernés :

- La détérioration de la plateforme, de l'arase terrassement ou de la couche de forme du fait de passage d'engins ou de matériels ;
- La détérioration de l'instrumentation de suivi des tassements du fait de passage d'engins ou de matériels, et avant ou après réception suite à des intempéries ;
- La détérioration de la plateforme, de l'arase terrassement ou de la couche de forme avant ou après réception suite à des intempéries ;
- L'impact de détériorations diverses sur les prestations résultant d'une mauvaise organisation (mauvais assainissement provisoire, méthodologie non adaptée aux conditions météorologiques, ...) ;
- Les accès, pistes et rampes de chantier à créer, à déplacer, à renforcer ou à refaire en fonction des phasages du chantier ;
- L'intégration des contraintes du marché ;
- Les ouvrages et travaux provisoires.

### **3-2-2. Prestations gratuites exercées par le maître d'ouvrage**

Le maître de l'ouvrage ne fournira aucune prestation à titre gratuit.

### **3-2-3. Règlement des comptes**

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix.

Tout prix nouveau fait l'objet d'un Ordre de Service et d'un avenant dans les conditions fixées à l'article 13 du CCAG.

Il est rappelé que l'accord du maître d'ouvrage est désormais requis pour la détermination des prix nouveaux retenus pour le règlement des travaux supplémentaires ou modificatifs, conformément à l'article 13 du CCAG.

En l'absence de la décision prévue à l'article 14.4.2 du CCAG et par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans un avenant ou une décision de poursuivre signée par le RPA.

### **3-2-4. Sous-détail ou décomposition supplémentaire de prix**

Tout sous-détail de prix unitaire et toute décomposition de prix forfaitaire, que la prestation soit sous-traitée ou non, seront présentés sous la forme d'un détail évaluatif comprenant :

- Les quantités à exécuter prévues par le titulaire et leurs rendements ;
- Les déboursés ou frais directs, décomposés en prix secs de main d'œuvre (qualifiée, non qualifiée, chef d'équipe, encadrement si celui-ci n'est pas inclus dans les frais de chantier), dépenses par types de matériaux et de matières consommables, dépenses par types de matériel ;
- Les frais généraux (et éventuellement de chantier, ceux-ci pouvant comprendre l'encadrement et autres dépenses indivisibles) ou le coefficient de sous-traitance, d'une part, les impôts et taxes, d'autre part, exprimés par des pourcentages des déboursés ci-dessus ;
- Les décompositions des coefficients pour frais généraux et, le cas échéant, pour frais de chantier seront également fournies ;
- La marge pour risques et bénéfices, exprimés par un pourcentage de l'ensemble des deux postes précédents.

Les décompositions et sous-détails demandés devront faire apparaître pour chaque prestation, les coûts horaires de main d'œuvre (par catégories) et des matériels employés, ainsi que le coût des fournitures par unités quantitatives, et les rendements.

Tout retard dans la fourniture de sous-détail ou de décomposition de prix sera passible des pénalités prévues à l'article 4 du présent CCAP.

En cas de fourniture de sous-détail ou de décomposition de prix non conforme aux prescriptions ci-dessus, le titulaire disposera de 5 jours calendaires à compter du signalement par le maître d'œuvre de la non-conformité du sous-détail ou de la décomposition en question pour remettre une nouvelle version conforme auxdites prescriptions sous peine d'application des pénalités prévues à l'article 4. Ce délai sera suspendu à la réception et la validation du sous-détail ou de la décomposition par le Maître d'ouvrage. En cas de non-validation par le Maître d'ouvrage, le délai reprendra à compter de la notification de la non-validation.

### **3-2-5. Établissement des états d'acompte et du décompte final**

Le calcul des décomptes et des acomptes est effectué par le système de gestion et d'exécution des marchés du ministère (GEMME) sur lequel le titulaire du marché peut obtenir toute information souhaitée auprès du maître d'œuvre.

Pour la bonne utilisation de ce système, il est dérogé aux 1.1, 1.7 et 3.1 de l'article 12 du CCAG travaux dans les conditions suivantes.

### 3-2-5-1. Décomptes et acomptes mensuels

La trame du projet de décompte mensuel sera transmise au titulaire dans un délai d'un mois après notification du marché. Cette trame sera obligatoirement utilisée par le titulaire. La trame du décompte mensuel sera mise à jour après chaque état d'acompte. Tout projet de décompte qui ne la respecterait pas sera refusé.

Avant la fin de chaque mois, le titulaire remet uniquement au maître d'œuvre un projet de décompte mensuel assorti du calcul des quantités prises en compte faisant ressortir les quantités ou pourcentages arrêtés à la fin du mois précédent, des prestations réalisées depuis le début du marché. Il contient pour les travaux à l'entreprise, une référence à tous les prix du marché provisoires ou définitifs. Si le marché est passé avec un groupement conjoint, le projet de décompte indiquera la répartition des sommes dues à chacun des co-traitants. La remise de cet état implique les mêmes effets que celle du projet de décompte notamment pour ce qui est du délai global de paiement. Le projet de décompte indiquera la rémunération des sous-traitants par ligne de prix. Le cas échéant, au sein de la répartition par co-traitants, le projet de décompte précisera la rémunération des sous-traitants.

Le projet de décompte mensuel, établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre, qui le transmet au maître d'ouvrage par Chorus PRO.

Le maître d'œuvre notifie au titulaire, par ordre de service, l'état de règlement, l'état de prestations et le projet de prestation mensuel à utiliser le mois suivant. La remise de cet état implique les mêmes effets que celle de l'état d'acompte mensuel tel que défini à l'article 12.2.1 du CCAG travaux.

### 3-2-5-2. Décompte final

Le titulaire valide et adresse simultanément au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre, sous 30 jours à compter de la notification de la décision de réception des travaux, le projet de décompte final indiquant les quantités totales des prestations réellement exécutées. Ce projet de décompte final prend en compte les prestations afférentes au dernier mois d'exécution. Si le marché est passé avec un groupement conjoint, le projet de décompte indiquera la répartition des sommes dues à chacun des co-traitants. Au sein de cette répartition par cotraitants, le projet de décompte indiquera la rémunération des sous-traitants par ligne de prix.

Ce projet de décompte final tient lieu de projet de décompte final mentionné au CCAG travaux.

Le titulaire est lié pour les indications figurant sur le projet de décompte final, sauf sur les points ayant fait l'objet de réserves et/ou réclamations antérieures de sa part.

Le projet de décompte final établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre, qui le transmet au maître d'ouvrage. Il édite alors le décompte final, l'état du solde et la récapitulation des acomptes et du solde formant le décompte général.

Ce décompte général est établi avec les derniers index de référence connus.

Sous 10 jours à compter de la connaissance des index définitifs, un calcul du solde des révisions est effectué et notifié au titulaire. Le paiement de ce montant intervient dans le délai défini à l'article 3-2-6 du présent CCAP.

Conformément à l'article 12.4.4 du CCAG, si le Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA) n'a pas notifié au titulaire le décompte général dans les délais stipulés à l'article 12.4.2 du CCAG, le titulaire notifie au RPA, avec copie au maître d'œuvre, un projet de décompte signé. Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG, le RPA dispose d'un délai de 30 jours pour notifier au titulaire le décompte général. Passé de délai, si le maître d'ouvrage n'a pas notifié le décompte général dans les délais stipulés à l'article 12.4.2 du CCAG, par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG, le titulaire met en demeure le RPA d'y procéder avec copie au maître d'œuvre. L'absence de notification au titulaire du décompte général, signé par le RPA dans un délai de 15 jours à compter de la réception de cette mise en

demeure, autorise le titulaire à saisir le tribunal administratif.

Si un sous-traitant du titulaire met en demeure le maître d'ouvrage de lui régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dues par le titulaire au titre du contrat de sous-traitance, en application des dispositions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du CCP, le RPA peut retenir les sommes réclamées sur celles qui restent à payer au titulaire. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt.

Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, le RPA paie le sous-traitant et les sommes dues au titulaire sont réduites en conséquence.

### **3-2-6. Modalités de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités – Intérêts moratoires**

Le terme « facture » désigne dans le présent marché « le projet de décompte »

#### **3-2-6-1. Modalités de transmission**

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions des textes suivants :

- Ordonnance n°2014-697 du 26/06/2014 relative au développement de la facturation électronique ;
- Décret n°2016-1478 du 02/11/2016 relatif au développement de la facturation électronique ;
- Arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Conformément à l'article 3 de l'ordonnance n°2014-697 précitée, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose aux fournisseurs.

La dématérialisation des factures est réalisée avec portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

L'utilisation, sous quelque forme que ce soit, du portail de facturation Chorus Pro est obligatoire dans le cadre de l'exécution de ce marché pour le titulaire ainsi que, le cas échéant, les membres du groupement et les sous-traitants.

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant au lien suivant

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché ;
- Le numéro de SIRET de l'État ;
- Le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché » ;
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».

Lors de la dépose par le titulaire du projet de décompte, il devra choisir « factures de travaux ».

Les factures sont à adresser au maître d'œuvre.

#### **3-2-6-2 Modalités de paiement**

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours à compter de la date de dépose de l'état de paiement validé par le MOE sur le portail Chorus Pro.



Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est celui fixé à l'article 8 du décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le point de départ du paiement de l'avance est l'ordre de service de la période de préparation sous condition que le dossier du titulaire soit complet.

Le point de départ du délai de paiement des acomptes est la date certaine de validation du Maître d'œuvre sur le portail Chorus Pro.

Le point de départ du délai de paiement du solde est la date de réception du décompte général et définitif par le RPA.

### **3-2-7. Approvisionnements**

Par dérogation à l'article 9.4 du CCAG, il n'est pas prévu de prise en compte des approvisionnements dans le versement des acomptes.

### **3-2-8. Répartition des dépenses communes de chantier**

Les stipulations du CCAG sont applicables.

## **3-3. Variation dans les prix**

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

### **3-3-1. Modalités de révision**

Les prix sont révisibles par application de formules représentatives de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3-3 et 3-3-4 du présent CCAP.

### **3-3-2. Mois d'établissement des prix du marché**

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date limite de remise des offres indiquée en page de garde du Règlement de Consultation.

Ce mois est appelé "mois zéro" ( $m_0$ ).

### **3-3-3. Choix des index de référence**

Les index de référence  $I$  choisis en raison de leurs structures pour la révision des travaux faisant l'objet du marché sont :

Index	Désignation	Prix
TP03a	Grands terrassements	3100 - Décapage de la terre végétale 3200 - Revalorisation de la terre végétale 3300 - Apport et mise en œuvre d'un mélange minéral calcaire
TP08	Travaux d'aménagement et entretien de voirie en zones rurales et urbaines	1100 - Installations de chantier 2100 - Nettoyage, débroussaillage, défrichage 2200 - Reconnaissance des réseaux ou ouvrages existants 2300 - Assainissement provisoire des fouilles 2400 - Reconnaissance et repérage de la zone de travaux

		2500 - Évacuation de déchets et matériaux inertes
EV4	Travaux d'entretien d'espaces verts	2600 - Gestion particulière de végétaux
ING	Ingénierie	1200 - Plan d'Assurance Qualité et laboratoire de chantier 1300 - Études, plans d'exécution 1400 - Implantation et suivi topographique 1500 - Hygiène et sécurité

Par dérogation aux articles 12.2.1 et 19.2 du CCAG, la variation des prix ne s'applique pas aux pénalités et aux primes.

La variation des prix ne s'applique pas aux retenues, ni aux indemnités.

### **3-3-4. Modalités de révision des prix**

Le coefficient de révision  $C_n$  est donné par la formule :

$$C_n = I_n / I_0$$

Avec :  $I_0$  : Valeur de l'index de référence I au mois d'établissement des prix ;

$I_n$  : Valeur de l'index de référence I au mois de commencement des prestations.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En application des articles R.2191-27 à -29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

### **3-3-5. Application de la taxe à la valeur ajoutée**

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard ont pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- Le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant sur la base d'une facture hors taxe et la TVA correspondante est versée au titulaire qui procède à son autoliquidation. Dans le cas particulier de l'avance versée à un sous-traitant à paiement direct, le titulaire doit également auto-liquider la TVA correspondante.

### **3-4. Modalités particulières de paiement**

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'annexe de l'acte d'engagement.

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le sous-traitant adresse sa demande de paiement hors taxe en faisant apparaître distinctement que la TVA est due par le preneur conformément à l'article 283 du Code général des impôts, libellée au nom du maître de l'ouvrage, au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé ;
- Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, au maître d'œuvre ;
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au maître d'œuvre, accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé ;
- Le maître d'œuvre adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant ;
- Le maître de l'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article 3.2.6 ci-dessus, compté à partir de la réception par le maître de l'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître de l'ouvrage de l'avis postal mentionné au troisième alinéa ;
- Le maître de l'ouvrage informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant ;
- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître de l'ouvrage une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

Par dérogation à l'article 49.2 du CCAG, dans le cas où trois acomptes mensuels successifs n'auraient pas été mandatés, le titulaire, peut demander par lettre recommandée avec avis de réception, adressé au représentant du pouvoir adjudicateur, prévenir le maître d'ouvrage de son intention d'interrompre les travaux au terme d'un délai de 2 mois.

Si dans ce délai, il n'a pas été notifié au titulaire, par lettre recommandée avec avis de réception, une décision ordonnant la poursuite des travaux, le titulaire peut les interrompre.

### **3-5. Échéancier des dépenses**

Le titulaire du marché remettra au maître d'œuvre, en même temps que son projet d'état mensuel, son échéancier prévisionnel des dépenses mensuelles couvrant toute la durée prévue ultérieure du chantier, ce document étant impérativement mis à jour tous les trois mois.

En début d'année, et avant le 20 janvier, le titulaire remet un échéancier prévisionnel des dépenses mensuelles couvrant l'ensemble de l'année.

### **3-6. Augmentation du montant des travaux**

En cas d'augmentation du montant des travaux, les règles mentionnées à l'article 3.2.3 du présent CCAP seront appliquées.

Le titulaire est tenu d'aviser le maître d'œuvre, un mois au moins à l'avance de la date probable à laquelle le montant des travaux atteindra le montant contractuel.

## **ARTICLE 4. DÉLAI DE RÉALISATION – PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES**

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire peut excéder 10% du montant total hors taxes du marché.

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG, le maître d'ouvrage est exonéré de mettre en œuvre une procédure contradictoire avant d'appliquer les pénalités de retard.

Les pénalités sont toutes cumulables.

Le montant des pénalités sera retenu sur les sommes dues au titulaire.

Les montants des pénalités définis par la suite sont exprimés hors TVA, quelle que soit la pénalité et le montant.

### **4-1. Délai de réalisation**

Les stipulations correspondantes au délai d'exécution du marché figurent dans l'Acte d'engagement.

#### **4-1-1. Délai de la période de préparation**

Les stipulations correspondantes figurent dans l'Acte d'engagement à l'article 3-1 .

#### **4-1-2. Période d'exécution des travaux**

Le délai de la période d'exécution des travaux court entre :

- L'ordre de service qui en prescrit le commencement d'une part ;
- La réception des travaux de toutes les prestations prévues au marché d'autre part.

### **4-2. Prolongation des délais d'exécution**

En vue de l'application du premier alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG, le nombre de journées d'intempéries réputées contractuellement prévisibles est fixé à 2 (deux) jours/mois sur la durée totale du marché.

En vue de l'application du troisième alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG, le délai d'exécution des travaux sera prolongé par ordre de service d'un nombre de jours ouvrés au-delà du nombre de journées d'intempéries réputées contractuellement prévisibles (deux jours/mois) lorsque :

- Soit tout travail a été rendu impossible pendant la journée considérée en raison de l'un des phénomènes naturels désigné dans le tableau ci-dessous qui a dépassé les valeurs mentionnées dans ledit tableau ;
- Soit l'un des phénomènes naturels désignés dans le tableau ci-après a dépassé les valeurs mentionnées dans ledit tableau et a ainsi empêché l'exécution d'une tâche située sur le

chemin critique du déroulement des travaux, sans qu'aucune tâche ne puisse lui être substituée.

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée ou période de mesure
Vent	70 km/h	8 h de travail programmées
Gel	-5 °C	4 h sur les heures effectives de travail
Pluie	40 mm	24 h
Neige	5 cm	24 h
Pic de pollution de l'air	Restriction de circulation	24 h

Pour les définitions ayant trait aux phénomènes naturels définis ci-avant, la station météorologique de référence est la station météorologique de Roissy, Aéroport CDG, zone technique (77).

Par dérogation à l'article 18.2.3 du CCAG, si des intempéries non visées par une disposition légale ou réglementaire ou d'autres phénomènes naturels s'avèrent de nature à compromettre la bonne exécution des travaux, le maître d'œuvre peut prescrire l'arrêt momentané des travaux ou l'autoriser sur la proposition du titulaire, et le délai d'exécution est prolongé d'autant par ordre de service.

L'arrêt des travaux pour intempéries pourra être prescrit par le maître d'œuvre ou autorisé sur proposition du titulaire. Seules pourront être comptabilisées les journées ayant fait l'objet d'une déclaration à la caisse des intempéries, en défalquant des constatations ainsi faites contradictoirement, les nombres de jours d'intempéries réputées prévisibles définis ci-dessus.

Pour l'application de l'alinéa qui précède, plusieurs cas pourront se présenter :

- S'il s'agit d'arrêt ne concernant que des tâches programmées par le titulaire sur le chemin critique du chantier, les autres tâches pouvant, si les conditions requises sont satisfaites, être poursuivies ; cette prolongation est, de droit, d'un nombre de jours calculé comme défini ci-dessus.

Le journal de chantier précisera les conditions climatiques journalières et les tâches effectivement interrompues du fait de ces conditions climatiques ou de leurs conséquences.

Lors de la réunion de chantier hebdomadaire, au regard des renseignements du journal de chantier, le titulaire proposera et justifiera les jours d'intempéries demandés pour la période correspondant à la semaine précédente. Ces jours devront être validés par le représentant du maître d'œuvre pour entraîner la prolongation de délai correspondante.

Suite à cette validation, le titulaire intégrera ces jours d'intempéries dans son recalage hebdomadaire du planning. Si ce décalage entraîne une modification du chemin critique, le titulaire proposera un planning général modifié en conséquence au visa du maître d'œuvre. Après visa, ce planning servira de base pour l'application des dispositions du présent article. De façon mensuelle la maîtrise d'œuvre et le titulaire formaliseront par un constat d'événement contradictoire les intempéries retenues pour la prolongation du délai d'exécution.

- S'il s'agit d'arrêts totaux ou partiels ou d'entraves ne concernant que des tâches non programmées par le titulaire sur le chemin critique du chantier, le titulaire ne pourra prétendre à aucune prolongation de délai.

Pour ce qui précède, une tâche ne sera réputée programmée sur le chemin critique du chantier que si ladite tâche et le programme détaillé d'exécution avec indication formelle du chemin critique ont été portés à la connaissance du maître d'œuvre au moins un mois à l'avance.

En cas de dépassement du nombre de jours d'intempéries réputés prévisibles, le titulaire n'aura droit

qu'à une prolongation de délai et sera totalement infondé à justifier une réclamation d'indemnisation supplémentaire en prétextant d'une durée supplémentaire d'utilisation ou d'immobilisation de ses matériels et personnels.

Les conventions de décompte des journées d'intempéries sont les suivantes :

- Une journée d'intempérie est décomptée comme un jour ouvré ;
- En cas de mauvaise organisation de la part du titulaire pouvant conduire sous l'effet des intempéries à des arrêts de chantier normalement évitables, le maître d'œuvre lui signifie la mauvaise organisation des travaux. Ces arrêts de chantier ne sont pas pris en considération pour le décompte des jours d'intempérie. Si les arrêts de chantier ou le retard dans l'amenée du matériel ne sont pas évitables mais se trouvent allongés par la mauvaise organisation du titulaire, le décompte des jours d'intempérie est réduit pour tenir compte de sa responsabilité.

La prolongation de délai d'exécution du marché est établie en ajoutant au nombre de jours ouvrés calculé précédemment, les jours non travaillés (samedi, dimanche et jours fériés) qui suivent directement la date d'expiration initiale du marché. La prolongation de délai d'exécution du marché est notifiée au titulaire par un ordre de service qui en précise la durée et la nouvelle date contractuelle de fin de délai.

La prolongation de délai d'exécution des travaux résultant de l'application de l'ensemble des dispositions du présent article ne peut donner lieu par elle-même matière à compensation ou indemnisation financière.

En cas de mauvaise organisation de la part du titulaire pouvant conduire sous l'effet des intempéries à des arrêts de chantier normalement évitables, le maître d'œuvre lui signifie la mauvaise organisation des travaux. Ces arrêts de chantier ne sont pas pris en considération pour la prolongation du délai d'exécution. Si les arrêts de chantier ou le retard dans l'amenée du matériel ne sont pas évitables mais se trouvent allongés par la mauvaise organisation du titulaire la prolongation du délai d'exécution des travaux qui peut lui être accordée, est réduite pour tenir compte de sa responsabilité.

### **4-3. Pénalités pour retard d'exécution**

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues suite à procédure contradictoire, conformément à l'article 19.2.4 du CCAG.

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

Dans les cas où plusieurs pénalités sont encourues, ces dernières se cumulent.

Les pénalités seront appliquées sans préjudice de l'application d'éventuelles réfections de prix.

#### **4-3-1. Pénalités pour retard d'exécution**

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG, le titulaire encourt, en cas de retard dans l'achèvement des travaux, les pénalités sont fixées à mille euros (1000,00 €) par jour calendaire de retard.

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG, les pénalités pour retard d'exécution du délai global sont plafonnées à 20 % du montant total du marché.

#### **4-3-2. Pénalités pour retard dans l'exécution du programme de la période de préparation**

En cas de retard dans l'exécution du programme de préparation, entraînant un différé de l'ordre de service prescrivant le démarrage des travaux, le titulaire subit une pénalité de deux mille euros (2 000,00 €) par jour calendaire de retard.

### **4-3-3. Pénalités pour retard d'exécution lié aux travaux de reprise pour la levée de réserves**

Dans le cas où le titulaire n'a pas fait dans les délais prescrits par la décision de réception les travaux correspondant aux réserves exprimées avec cette décision, il subit la pénalité fixée à cinq mille euros (5 000,00 €) par jour calendaire de retard.

### **4-3-4. Pénalité pour arrêt de chantier**

L'arrêt de tout ou partie du chantier relatif à une erreur du titulaire entraîne une pénalité égale à deux mille euros (2 000,00 €) par jour calendaire.

### **4-3-5. Pénalité pour retard dans le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux**

Les stipulations de l'article 37 du CCAG sont seules applicables, compte tenu du complément suivant.

Le délai de repliement des installations de chantier et le délai de la remise en état des emplacements qui ont été occupés par le chantier ne sont pas compris dans le délai d'exécution.

A la fin des travaux, dans le délai de 15 jours comptés à partir de la date de la décision de réception, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG, sans préjudice d'une pénalité de deux mille euros (2 000,00 €) par jour calendaire.

## **4-4. Autres pénalités de retard**

### **4-4-1. Fourniture de documents**

Lorsque le titulaire doit fournir des documents à la MOE ou la MOA, s'ils sont incomplets ou à reprendre, le titulaire en est informé et est tenu de fournir les éléments correctifs. Si la production de ces documents faisait courir un délai, celui-ci est suspendu à réception et reprend en cas d'éléments correctifs nécessaires. Si aucun délai n'était associé à la production de ces documents, le titulaire est tenu de fournir les éléments correctifs dans un délai de 15 jours calendaires. En cas de retard dans la fourniture, le titulaire encourt une pénalité fixée à cinq cents euros (500,00 €) par jour calendaire et par document.

Dans le cadre des documents fournis après exécution, si après réception des DOE et démarrage des OPR, le Maître d'ouvrage se rend compte que les documents fournis sont incomplets ou que certains documents sont à reprendre, il en informe le titulaire. Le titulaire est tenu de fournir les éléments correctifs dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la notification de non-validation du Maître d'ouvrage. En cas de retard dans la fourniture, le titulaire encourt une pénalité fixée à deux mille euros (2 000 €) par jour calendaire.

### **4-4-2. Période de préparation**

En cas de dépassement des délais prévus à l'article 9-1 du présent CCAP et à l'article 3.4.1 du CCTP, pour la remise des documents à fournir après démarrage de la période de préparation, une pénalité de cinq cent euros (500 €) par jour calendaire de retard et par document sera appliquée.

Cette pénalité s'applique également en cas de non fourniture des documents d'exécution, prévus à l'article 9-2 du présent CCAP et ceux prévus au V.2 du CCTP.

#### **4-4-3. Non-respect des délais prévus à l'article 12-3 du présent CCAP**

L'article 12 du présent CCAP concerne le traitement des réclamations des tiers pour les dommages qui leur sont causés.

Le non-respect de chacun de ces délais entraînera pour chacun des dossiers de réclamation l'application d'une pénalité de cinq cent euros (500,00 €) par jour calendaire de retard.

#### **4-5. Primes d'avance**

Sans objet.

### **ARTICLE 5. AUTRES PÉNALITÉS**

Les dispositions de l'article 19.1.3 et 19.2.4 du CCAG s'appliquent à toutes les pénalités autres que retard d'exécution, sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire. L'ensemble des pénalités journalières mentionnées ci-après sont comptées en jours calendaires.

#### **5-1. Réunions**

En cas d'absence aux réunions suivantes :

- Réunions de chantier ;
- Revues de contrat ;
- Comités d'exploitation ;
- Comités environnementaux ;
- Réunion du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT).

Le titulaire encourt une pénalité fixée à cinq cent euros (500,00 €) par absence.

En cas de retard de plus de 30 minutes à l'une de ces réunions, le titulaire encourt une pénalité fixée à deux cents euros (200,00 €).

#### **5-2. Non tenue du journal de chantier ou du registre sécurité**

Le maître d'œuvre effectuera des contrôles réguliers du journal de chantier. Dans le cas où des écarts seraient constatés avec les dispositions de l'article VI du CCTP, le titulaire se verra appliquer des pénalités de 500,00 € (cinq cents euros) par écart.

#### **5-3. Pénalités pour dommages causés à l'environnement ou aux tiers**

Les dispositions concernant la protection de l'environnement sont précisées à l'article 11 du présent CCAP.

Les pénalités pour atteinte à l'environnement sont déclinées en trois catégories :

- Les infractions de comportement et toute autre action sans conséquence grave sur l'environnement ;
- Les atteintes à l'environnement ou dégradations réparables ;
- Les dégradations irréversibles, destructions de milieux ou pollutions importantes.

Ci-après figure la liste non exhaustive des infractions par catégories :



### **5-3-1. Les infractions de comportement et toute autre action sans conséquence grave sur l'environnement**

- Non-respect des législations sur l'environnement (eau, air, bruit, déchets) sans conséquence grave sur l'environnement ;
- Non-respect des autres prescriptions environnementales définies au marché ;
- Mauvaise organisation de la circulation des engins entraînant une perturbation du trafic ;
- Mauvaise organisation de la gestion des déchets sur le chantier (tri sélectif, stockage, traçabilité...) ;
- Non-remise des bordereaux de suivi de déchets de chantier au Coordonnateur Environnement ;
- Absence non justifiée à une réunion.

Pour chaque infraction constatée, le titulaire dispose d'un délai de 48 heures de mise en conformité sous peine de renouvellement de pénalité.

La pénalité encourue est de 500,00 € par cas constaté.

### **5-3-2. Les atteintes à l'environnement ou dégradations réparables**

- Nettoyage du chantier et de ses abords insuffisants ;
- Pénétration des engins dans les zones interdites et non-respect des limites d'emprises préservées ;
- Émission de poussières ou d'odeurs sans mise en place de dispositifs réducteurs ;
- Dépassement des seuils de bruit des chantiers autorisés et non-respect des horaires de travail autorisés par la réglementation ;
- Rejet direct d'hydrocarbures ou de produits toxiques sur le chantier, dans les eaux superficielles ou dans le sol ;
- Stockage d'hydrocarbures et de tout autre produit polluant sans mise en place de dispositif de rétention étanche ;
- Défaut ou absence d'entretien des dispositifs provisoires de traitement des eaux, de ruissellement ;
- Nettoyage ou purge des toupies à béton en dehors des fosses prévues à cet effet ;
- Coupe de végétaux en dehors des secteurs autorisés, sans autorisation écrite du maître d'œuvre et du coordonnateur environnement.
- Non-respect injustifié par des éléments extérieurs, irrésistibles et imprévisibles pour le titulaire ou l'un de ses sous-traitants, d'un des objectifs chiffrés prévus dans la Notice Respect de l'Environnement (NRE) présentant les objectifs d'exigence environnementale.

La pénalité encourue est de deux mille euros (2 000 €) par cas constaté, ou de 2 000 € x la durée, en jour calendaire, de la dégradation lorsque celle-ci est constatée sur plusieurs jours.

### **5-3-3. Les dégradations irréversibles, destructions de milieux ou pollutions importantes**

- Élimination des déchets du chantier selon des filières non autorisées ou inadaptées ;
- Rejet d'hydrocarbures ou de produits toxiques dans les eaux superficielles entraînant une mortalité de poissons ou atteinte à la nappe souterraine ;
- Destruction d'espèces animales ou végétales protégées et de milieux à fort intérêt.

La pénalité encourue est de dix mille euros (10 000,00 €) par cas constaté.

## **5-4. Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique**

En cas de non-respect injustifié par des éléments extérieurs, irrésistibles et imprévisibles pour le titulaire ou l'un de ses sous-traitants, du volume minimum d'heures d'insertion à réaliser imputable à l'entreprise attributaire et définies à l'article 12 du présent CCAP, l'entreprise titulaire du présent marché sera redevable d'une pénalité égale à 4 fois le SMIC horaire par heures non réalisées.

En cas de refus caractérisé de fournir les renseignements selon la périodicité prévue à l'article 12-3, il pourra être fait application d'une pénalité égale à cent euros (100,00 €) par jour calendaire de retard.

Des manquements répétés des prestataires à leurs engagements respectifs d'insertion pourront relever des cas de résiliation prévus à l'article 13 du présent CCAP.

## **5-5. Pénalités pour infraction aux règles de sécurité et de protection de la santé**

Le strict respect des règles de sécurité et de protection de la santé définies dans le PGCSPPS est un impératif absolu, dans le but de préserver la sécurité et la santé des personnels de chantier.

Ainsi, il est prévu l'application de pénalités en cas d'infractions constatées à ces règles. Les personnels habilités à constater ces infractions sont le coordonnateur SPS et les personnes habilitées par le maître d'œuvre, dont la liste est notifiée au titulaire pendant la période de préparation par ordre de service et mise à jour par la suite selon la même modalité.

Une pénalité de deux mille euros (2 000,00 €) sera appliquée à chaque infraction constatée par un agent habilité, sans préjudice de l'exclusion du chantier des personnels concernés.

Ces pénalités à caractère forfaitaire sanctionneront notamment :

- Le défaut de port de gilets ou boudriers et casques obligatoires,
- L'absence de protection sur les armatures en attente,
- L'absence de signaux de recul sur les engins et véhicules
- L'absence de gyrophare et de marquage rouge et blanc des véhicules admis sur le chantier (plaque magnétique « SERVICE »).

Ces pénalités pourront être appliquées journalièrement tant que l'infraction en cause persistera.

Ces pénalités seront appliquées sans mise en demeure préalable, par dérogation à l'article 52.1 du CCAG.

Les pénalités sont cumulables. Le montant des pénalités sera retenu sur les sommes dues au titulaire.

## **5-6. Limitation de la gêne occasionnée par le chantier**

### **5-6-1. Pénalités pour absence d'entretien des voies publiques et/ou pistes de chantier**

Il sera appliqué une pénalité de mille euros (1 000,00 €) par infraction constatée, sans mise en demeure préalable, par dérogation à l'article 52.1 du CCAG-Travaux.

### **5-6-2. Pénalités pour utilisation de voiries ou d'accès non prévus**

Une pénalité pour utilisation de voiries ou de points d'accès au chantier sans autorisation écrite du gestionnaire de la voie ou sans accord du Maître d'œuvre, est appliquée à raison de deux mille euros (2 000,00 €) par véhicule et par infraction constatée, sans mise en demeure préalable, par dérogation à l'article 52.1 du CCAG-Travaux.

### **5-6-3. Pénalités pour non-maintien d'un cheminement piéton et cycle tout au long de la vie du chantier**

Une pénalité pour non-maintien d'un cheminement piétons et cycles sans autorisation écrite du gestionnaire de la voie ou sans accord du Maître d'œuvre, est appliquée à raison de mille euros (1 000,00 €) par véhicule et par infraction constatée, sans mise en demeure préalable, par dérogation à l'article 52.1 du CCAG-Travaux.

### **5-7. Pénalités pour insuffisance de qualité**

En application de l'article 41.7 du CCAG, des réfections sont appliquées pour insuffisance de qualité.

Pour les natures de travaux autres que celles décrites dans les alinéas précédents, il sera fait application de l'article 41.7 du CCAG en cas d'imperfection dans la réalisation des ouvrages de certaines parties d'ouvrage.

### **5-8. Autres pénalités diverses**

#### **5-8-1. Pénalités pour chantier non clos**

En cas de constat d'un accès de chantier non correctement fermé, une pénalité de deux milles euros (2 000,00 €) par constatation sera appliquée.

#### **5-8-2. Non-respect des règles du PAQ**

Le strict respect des règles fixées au PAQ est un impératif absolu.

Lorsque les règles établies dans le PAQ ne sont pas respectées, notamment lors du passage des différents points d'arrêt, les reprises d'études ou non-respect d'une procédure d'exécution, le titulaire encourt une pénalité, par infraction, de cinq mille euros (5 000,00 €).

#### **5-8-3. Non remise des attestations mentionnées à l'article 1-6.**

En cas de non remise des attestations mentionnées aux articles 1-6., après mise en demeure par le RPA, le titulaire encourt une pénalité journalière de mille euros (1000 €) à compter du troisième jour calendaire suivant la réception de la mise en demeure.

#### **5-8-4. Intervention d'un sous-traitant non déclaré**

En cas d'intervention sur le chantier d'un sous-traitant direct ou indirect non déclaré, même si une inspection commune a été réalisée au préalable avec le CSPS, le titulaire encourra une pénalité de deux mille euros (2 000,00 €) par constatation. Pour une même journée, le nombre de constatations correspondra au nombre de sous-traitants concernés et ne sera donc pas limité à une unité.

#### **5-8-5. Non présentation des états d'acomptes et échéanciers**

En cas de retard dans la remise au mois m du projet de décompte du mois m, il pourra être fait application d'une pénalité égale à 100 euros par jour calendaire de retard.

De manière similaire, si le titulaire du marché ne met pas à jour l'échéancier prévisionnel des dépenses à la fin de chaque trimestre, il pourra être fait application d'une pénalité égale à 100 euros par jour calendaire de retard.

#### **5-8-6. Pénalités pour coupure de câbles**

Dans le cas où le titulaire provoquerait des dommages à l'un des éléments des réseaux de

télécommunications du Maître d'ouvrage ou les opérateurs de télécommunications extérieurs, il doit en informer immédiatement le Maître d'ouvrage.

Le titulaire supporte l'intégralité des frais de la remise en état, tant provisoire que définitive, ainsi que des coûts induits par cette coupure qui impactent le fonctionnement des réseaux de télécommunications utilisés par le Maître d'ouvrage ou les opérateurs de télécommunications extérieurs.

En outre, si un des câbles optiques ou énergie, propriété du Maître d'ouvrage ou d'un tiers, est contraint ou détérioré, le titulaire supporte, en plus des frais de remise en état et des frais indirects éventuellement occasionnés par ce retard sur l'opération ou les autres chantiers, une pénalité forfaitaire de vingt-cinq mille euros (25 000,00 €) par coupure de câble (fibre optique, réseaux d'appel d'urgence, etc.).

#### **5-8-7. Pénalité pour non présentation des constats nécessaires**

Certaines opérations menées par le titulaire doivent faire l'objet d'une présentation préalable d'un constat au Maître d'œuvre pour validation, conformément à la description de ces opérations dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU).

Tout manquement à cette obligation entraîne l'application d'une pénalité de mille euros (1 000,00 €), applicable lors de chaque manquement.

#### **5-9. Plafonnement des pénalités**

Conformément à l'article 19.2.1 du CCAG – Travaux, le montant des pénalités visées à l'article 5 du présent CCAP n'est pas plafonné.

## **ARTICLE 6. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ**

### **6-1. Retenue de garantie**

Une retenue de garantie de 5 % est exercée sur les acomptes par le comptable assignataire des paiements.

La retenue de garantie est réduite à 3 % lorsque le titulaire est une PME conformément aux dispositions de l'article R2191-33 du Code de la commande publique modifiées par le décret 2024-1251 du 30/12/2024.

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire à la retenue de garantie. Cette garantie à première demande ou cette caution personnelle et solidaire est constituée pour le montant total du marché. En cas d'avenants, elle doit être complétée.

Dans l'hypothèse où la garantie à première demande ou la caution personnelle et solidaire ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution conformément au décret 2024-1251 du 30/12/2024.

### **6-2. Avances**

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est

due que sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions de l'article R.2191-7 du CCP, à 5 % du montant initial TTC du marché si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à 10 % de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée. Le taux de l'avance est porté à 20 % lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R2151-13 du Code de la Commande Publique.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2-6 du présent CCAP compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché. La période de préparation est comprise dans la durée d'exécution du marché.

Conformément aux dispositions des articles R.2191-11 et -12 du CCP, le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 65 % du montant initial TTC du marché. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément à l'article R.2193-19 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RPA. Le montant de cette avance est calculé sur le montant TTC des prestations sous-traitées. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

## **ARTICLE 7. PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS**

### **7-1. Provenance des matériaux et produits**

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'œuvre avec tous les documents justificatifs, au minimum un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

## **7-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt**

Les entreprises sont invitées à prendre contact avec les chantiers alentours en vue de la possible réutilisation de leurs déblais.

## **7-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits**

### **7-3-1. Cahier des Clauses Techniques Particulières**

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Le maître d'œuvre notifiera au titulaire, au cours de la période de préparation, les laboratoires désignés pour assurer les vérifications de qualité dans le cadre du contrôle extérieur.

### **7-3-2. Plan d'Assurance de la Qualité**

Le Plan d'Assurance de la Qualité (PAQ), que le titulaire est tenu d'établir et de soumettre au visa du maître d'œuvre, définit les modalités des vérifications, essais et épreuves tant sur le chantier que sur les lieux de production qui relèvent des contrôles interne et externe prévus au marché.

Dans un délai de cinq (5) jours après l'achèvement de chaque vérification, essais ou épreuves, le titulaire transmet au visa du maître d'œuvre ses résultats accompagnés, s'il y a lieu, de ses propositions concernant la composition ou le mode d'emploi des matériaux, produits et composants à utiliser dans les travaux.

Cependant, dans le cas où une anomalie est constatée, il en rend compte immédiatement au maître d'œuvre et applique les mesures conservatoires prévues au PAQ. Si les mesures ne figurent pas au PAQ, il soumet, sans retard, à l'acceptation du maître d'œuvre, les dispositions qu'il compte prendre pour remédier à l'anomalie. En attendant, les matériaux produits et composants concernés ne peuvent être utilisés pour les travaux.

Dans un délai de cinq (5) jours à compter de leur réception, le maître d'œuvre fait connaître au titulaire son acceptation ou ses observations.

Les opérations de contrôle intérieur (épreuves d'études, de convenance et de contrôle) sont effectuées à la diligence et aux frais du titulaire.

Le titulaire prévoira un PAQ de genre C, défini dans la recommandation C2-81 relative à l'obtention et au contrôle de qualité des matériaux et produits (recommandations du GCCQ et du GPEN-T, publication AFNOR). Il définira, en conséquence, le contrôle externe qu'il entend mener, ce contrôle étant réputé pris en compte dans ses prix unitaires.

### **7-3-3. Contrôles**

Les essais et contrôles des matériaux et produits prévus : par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG et du CPC ou par le CCTP sont réalisés en usine et sur le chantier dans les conditions suivantes :

#### **7-3-3-1. Contrôle intérieur du titulaire**

Les essais et contrôles relevant du contrôle intérieur (comprenant les contrôles interne et externe) définis par le PAQ sont assurés à la diligence et aux frais du titulaire.

Dans le cas où celui-ci ferait appel à des organismes techniques extérieurs au chantier (pour le

contrôle externe), ces derniers devront être soumis à l'accord du maître d'œuvre et seront à la charge du titulaire.

Les dispositions du dernier alinéa de l'article 24.4 du CCAG Travaux relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre sont applicables à ces essais.

#### 7-3-3-2. Contrôle extérieur à la charge du maître d'œuvre

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages relevant du contrôle extérieur prévus au marché sont assurés à la diligence du maître d'œuvre et, par dérogation à l'article 24.4 du CCAG Travaux, aux frais du maître de l'ouvrage.

L'intervention du contrôle extérieur sous la forme d'audits ou d'essais complémentaires peut, en outre, être imposée à l'entrepreneur titulaire du marché par le maître d'œuvre en cas de mauvais fonctionnement ou de carence du contrôle intérieur.

Après mise en demeure, notifiée par ordre de service du maître d'œuvre, les contrôles concernés pourront être confiés à un organisme de contrôle indépendant, aux frais du titulaire du marché, sans que celui-ci puisse de ce fait élever une quelconque réclamation en raison des retards ou interruptions de chantier consécutifs à cette sujétion.

Le maître d'œuvre peut décider de faire exécuter à ses frais des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché.

Le contrôle de certains matériaux ou produits pourra se faire par lots analogues et contrôle statistique. En cas de non-conformité sur les éléments contrôlés, c'est au titulaire du marché de faire les investigations nécessaires et de proposer à l'approbation du maître d'œuvre le traitement de la non-conformité sur la totalité du lot.

Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG, le laboratoire chargé des contrôles extérieurs est rémunéré directement par le maître de l'ouvrage.

Par dérogation à l'article 24.5 du CCAG, la fabrication d'éléments témoins est rémunérée au titulaire.

#### 7-3-3-3. Contrôle extérieur à la charge du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de mandater un organisme technique afin de réaliser des essais, contrôles, audits, de manière inopinée, sans que le titulaire ou le maître d'œuvre n'en soit préalablement informé.

### **7-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage**

Sans objet.

## **ARTICLE 8. RÉALISATION DES TRAVAUX À PROXIMITÉ DES RÉSEAUX ET IMPLANTATION DES OUVRAGES**

### **8-1. Déclaration d'intention de commencement des travaux (DICT)**

Le maître d'ouvrage a réalisé la déclaration de travaux conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est réputé avoir intégré dans son offre et y avoir prévu des prestations qui prennent en compte les contraintes éventuelles de proximité des réseaux existants sur le projet avec les incertitudes de localisation indiquées.

L'apparition, en période de préparation et préalablement au compte-rendu de marquage piquetage,

d'écarts entre les récépissés de DICT et les éléments de la consultation, constitue un point d'arrêt. Les parties évaluent l'impact de ces écarts sur le projet, et leurs conséquences contractuelles.

Après analyse des écarts par le titulaire, le maître d'ouvrage l'informerait avant le démarrage des travaux des conditions nouvelles de réalisation et notamment des éventuelles adaptations du projet assurant sa compatibilité avec la configuration la plus récente des réseaux tiers existants. Les opérations de marquage-piquetage prendront en compte ces éléments.

Le titulaire doit adresser une DICT à chaque exploitant indiqué par le guichet unique dans un délai de dix jours (hors jours fériés) à compter de la date de démarrage de la période de préparation. En l'absence de réponse par un exploitant dans un délai de neuf jours (hors jours fériés) à compter de la date d'envoi de la DICT, le titulaire devra le relancer en lui adressant à nouveau la DICT par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire devra renouveler la DICT dans le cas où un délai de plus de trois mois s'écoulerait entre la consultation du télé-service et le commencement des travaux annoncés dans la DICT, ou en cas d'interruption des travaux pendant plus de trois mois.

Le titulaire doit tenir en permanence sur le chantier, pendant toute sa durée, les DICT et ses récépissés imprimés dans le bon format.

## **8-2. Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR)**

Le titulaire doit s'assurer que tous ses salariés et ceux de ses sous-traitants intervenant à proximité de ces réseaux, y compris les conducteurs d'engins de chantier, justifient d'une attestation AIPR « Opérateur ».

Il s'engage à communiquer à la demande du maître d'ouvrage la copie des attestations AIPR de ses intervenants et de ceux de ses sous-traitants.

## **8-3. Réalisation des travaux à proximité de réseaux**

Le titulaire doit effectuer les opérations complémentaires de localisation de réseaux (OCLR) pendant la période de préparation avant tout commencement d'exécution des travaux.

Ces mesures de localisation doivent être géo-référencées. Les points géo-référencés sont exprimés en x, y et z dans le système de référence légal en vigueur.

Le titulaire doit tenir compte des résultats des investigations complémentaires pour la réalisation des travaux.

## **8-4. Piquetage général**

En complément à l'article 27.2 du CCAG, le piquetage général est à réaliser contradictoirement avec le maître d'œuvre, par le titulaire à ses frais au cours de la période de préparation et au plus tard avant le début des travaux.

## **8-5. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés**

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés ci-après, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, est effectué, par le titulaire, à ses frais, contradictoirement avec le maître d'œuvre qui a convoqué les exploitants des ouvrages en même temps que le piquetage général ou la partie du piquetage général restant à exécuter.

Par dérogation à l'article 27.3.1 du CCAG, le titulaire doit préalablement recueillir toutes les informations sur la nature et la position de ces ouvrages ainsi que les mesures de prévention à appliquer pendant l'exécution des travaux.



Lorsque le piquetage spécial concerne des canalisations de gaz, d'eau ou des câbles électriques, le titulaire doit, 10 jours au moins avant le début des travaux, prévenir l'exploitant des canalisations ou câbles par une déclaration officielle (Déclaration d'Intention de Commencement des Travaux par exemple).

Le titulaire est tenu de se conformer strictement aux dispositions contenues dans le code de l'environnement, articles R.554-19 à 554-38 et dans l'arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatifs à l'exécution des travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, de transport ou de distribution.

En cas de rencontre d'ouvrages non repérés, le titulaire du marché prendra toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne leur soit causé. Il préviendra le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre et se mettra en contact, dans les plus brefs délais, avec le concessionnaire intéressé pour étudier avec celui-ci les mesures techniques qu'il compte prendre pour assurer le maintien en service de ce réseau.

En cas de retard de réponses des exploitants de réseaux en cours de chantier, le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

## **8-6. Contrôle des travaux topographiques**

### **8-6-1. Contrôle interne**

Sur la base du piquetage général, le titulaire a la charge et la responsabilité de l'implantation et du nivellement de l'ouvrage et des parties d'ouvrage avec remise d'un état des levés au maître d'œuvre.

### **8-6-2. Contrôle externe**

Le titulaire devra également disposer à temps plein, au titre du contrôle externe, d'un géomètre spécialement chargé de piqueter et vérifier avec précision les emplacements et niveaux des diverses parties d'ouvrages au fur et à mesure de l'avancement.

### **8-6-3. Contrôle extérieur**

Aussi souvent qu'il le jugera utile, le maître d'œuvre fera vérifier par ses agents ou par le géomètre qu'il a choisi, l'implantation, le piquetage ou la géométrie des ouvrages. Pour permettre ces contrôles, le titulaire tiendra à la disposition du maître d'œuvre les points intermédiaires et les cahiers de calculs.

Les sujétions et pertes de temps dues à ces opérations de contrôles sont réputées comprises dans les prix.

## **ARTICLE 9. PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX**

### **9-1. Période de préparation – Programme d'exécution des travaux**

Il est fixé une période de préparation dont les caractéristiques sont définies à l'article 3-1 de l'acte d'engagement.

En complément de l'article 28.1 du CCAG, la prolongation de la période de préparation par ordre de service du maître d'œuvre ne peut intervenir qu'après accord express du maître d'ouvrage.

Il est notamment procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

- Par les soins des deux parties :
  - Constat contradictoire de l'état des lieux ;
- Par les soins du titulaire :
  - Établissement et présentation au visa du maître d'œuvre des documents suivants :
    - Élaborations des dispositions détaillées du PAQ (Plan d'Assurance Qualité) (procédures d'exécution, fiches de suivi, etc.), qui annule et remplace les documents proposés par le titulaire dans son offre ;
    - Élaboration des dispositions détaillées du PRE (Plan Respect de l'Environnement) qui annule et remplace les documents proposés par le titulaire dans son offre ;
    - Élaboration des dispositions détaillées du SOSED (Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Élimination des Déchets de chantier) qui annule et remplace les documents proposés par le titulaire dans son offre.
    - Plan de mouvement de terres ;
    - Établissement du calcul des avant-métrés détaillés à partir des plans du DCE puis mises à jour mensuelles à partir des plans d'exécution produits par le titulaire ;
    - Établissement d'un DESC (Dossier d'Exploitation Sous Chantier). Ce dossier sera transmis par le maître d'ouvrage à ADP (Aéroports de Paris) pour validation avant le commencement des travaux.
- Récupération à la médiathèque de la DiRIF de la liste des tatouages et codes de références techniques (CRT) existants (équipements et locaux) ;
- Établissement de la liste des équipements mis en place et demande à la médiathèque de la DiRIF des tatouages et CRT. Ces numéros seront intégrés aux plans d'exécution.

Le titulaire devra rencontrer les services de la Médiathèque pour anticiper les modalités d'intégration du DOE. Cette réunion permettra d'explicitier si besoin ce qui sera attendu à l'issue des travaux et elle permettra de définir la liste prévisionnelle des documents et bases de données qui devront être produits ou mis à jour en vue d'être versés dans la « Documentation des ouvrages exploités de la DiRIF ». L'ensemble des prestations préparatoires et de versement de documentation s'appelle « intégration ».

A titre d'exemple, ces prestations d'intégration consistent à :

- Reprendre la forme et le format des documents pour respecter la charte documentaire de la DiRIF. Cela comprend l'ajout de nouvelles pages de garde et cela peut modifier la façon de classer les documents, et nécessiter la fusion ou la dissociation des documents d'exécution de l'entreprise,
- Faire systématiquement référence aux tatouages et CRT (référencement unique des équipements) sur l'ensemble des plans.
- Modifier les plans ou les documents existants de la « documentation DiRIF » pour les mettre à jour suite aux travaux réalisés,
- Produire le document cartographique spécifique selon les modalités propres à la médiathèque,
- Effectuer la saisie des documents intégrés dans une base de données spécifique.
- Certaines de ces prestations se font à la « Médiathèque », c'est-à-dire dans les locaux de la DiRIF à Créteil.
- Obtention du maître d'œuvre de l'agrément des matériels (centrale à béton, etc.) et fournitures ;
- Fourniture du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) prévu par la section 5 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 modifié après inspection commune organisée par le coordonnateur SPS ;

- Déclarations d'ouverture de chantier aux services concernés (concessionnaires de réseaux, communes, Inspection du travail, Médecine du Travail, CRAM, OPPBTP...);
- Demandes d'agrément nécessaires au démarrage des travaux conformément à la réglementation en vigueur (raccordement aux réseaux, élimination des déchets de chantier, etc.);
- Plans d'exécution du piquetage général et du piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés;
- Travaux préparatoires (relevés topographiques et mise en place de la polygonale principale, pose de balisage, déplacements d'équipements, etc.);
- Dégagement des emprises dans les zones prescrites par le maître d'œuvre, défrichage, déboisement et démolition diverses;
- Établissement des DICT, identification sur site des différents réseaux, recherche documentaire et report sur un plan de synthèse servant de base aux études d'exécutions;
- Études d'exécution nécessaires au démarrage des travaux, dans les conditions prévues à l'article 10.2 du présent CCAP.

Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (cotraitant et sous-traitant).

Les PPSPS doivent être remis au coordonnateur SPS dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation du marché.

Par dérogation à l'article 28.2.2 3ème alinéa du CCAG, les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre et des récépissés des seules DICT indispensables au début des travaux.

Les études et travaux peuvent cependant commencer avant la fin de la période de préparation, à condition que toutes les conditions nécessaires soient réunies.

## **9-2. Études d'exécution des ouvrages**

### **9-2-1. Déroulement des études d'exécution**

Les études d'exécution des ouvrages sont établies par le titulaire et soumises au visa du maître d'œuvre. Le CCTP définit les documents à remettre dans le cadre des études d'exécution.

Le titulaire participera aux réunions de coordination des études animées par le maître d'œuvre. Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre. Il admet que l'ensemble des études complémentaires et études d'exécution, permettant la parfaite réalisation des travaux, sont à sa charge et y procède. Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

Conformément à l'article 29.1.3 du CCAG, le titulaire fournira les avants métrés associés à chaque plan d'exécution selon le BPU.

### **9-2-2. Visa des documents d'exécution**

Le présent CCAP fait référence à une procédure faisant intervenir le visa du maître d'œuvre.

L'examen par le maître d'œuvre des documents aboutira le cas échéant à la formulation d'observations auxquelles est conditionné le visa, tel qu'expliqué ci-après.

Les observations sur les documents soumis pour visa correspondront à des points non conformes au marché, à des erreurs, omissions ou contradictions décelables, ou à des points ne permettant pas sur la forme ou sur le fond d'apprécier pleinement les prestations prévues et faisant l'objet du document.

Les documents soumis au visa du maître d'œuvre lui sont transmis par le titulaire sous le statut « Pour visa ».

Le maître d'œuvre disposera de 3 semaines pour remettre son « Bon pour exécution » ou ses observations pour reprise des documents par le titulaire et à ses frais. Les délais de visa courent à partir de la date de réception d'un ensemble complet cohérent de plans ou notes de calculs d'une partie d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 29.1.5 du CCAG, le titulaire disposera alors de 5 jours ouvrés pour émettre un nouvel indice, et le maître d'œuvre de 10 jours ouvrés pour faire ses nouvelles observations et émettre son « Bon pour exécution ».

Le visa ou les observations ne dégagent en aucune manière la responsabilité du titulaire quant au respect de son contrat (en termes de qualité des ouvrages exécutés ou de délais), de la législation ou des règles de l'art. Il demeure en effet entièrement responsable des documents qu'il produit et de leurs conséquences, sauf à ce que, suite à des instructions écrites du maître d'œuvre suivi de l'émission en regard de réserves également écrites de la part du titulaire, le maître d'œuvre confirme, toujours par écrit, lesdites instructions. Les délais impartis pour les précédents échanges sont identiques à ceux définis dans le cadre du cycle d'observation et de corrections.

Le titulaire recevra également du CT et du SPS (pour les documents le concernant) des observations. Le titulaire devra prendre en compte ces observations dans les mêmes conditions que celles du maître d'œuvre définies ci-dessus.

### **9-2-3. Fiches de modification**

Le titulaire est tenu, le cas échéant, d'émettre des fiches de modification lorsqu'il considère qu'une proposition de sa part ou une observation du maître d'œuvre amène à une dérogation aux documents d'études antérieurement visés ou à la réalisation d'une prestation non prévue au marché.

Cette fiche de modification doit parvenir dans les mêmes délais que les documents concernés.

Lorsque cette fiche fait suite à un retour d'observations de la part du maître d'œuvre, celui-ci dispose d'un délai supplémentaire de 7 jours pendant lesquels il pourra le cas échéant annuler, amender ou préciser son observation sans que le titulaire ne puisse se prévaloir d'une quelconque indemnité. Aucune réclamation entrant dans le cadre ci-dessus pour laquelle le titulaire n'aurait pas suivi la marche définie ne sera examinée.

### **9-2-4. Format des documents d'exécution**

Conformément à l'article 29.1.5 du CCAG, les travaux de chaque ouvrage ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre sur les études d'exécution nécessaires au démarrage des travaux. Les documents à viser sont fournis en 1 exemplaire papier. Un exemplaire électronique est à déposer sur PLACE. La version électronique des documents est remise dans un format consultable compatible avec les outils du marché (PDF) et dans son format d'origine (sources Microsoft Word, Excel, Autocad, etc.). Elle est conforme aux formats et caractéristiques définis dans le CCTP.

L'ensemble des documents élaborés dans le cadre des études d'exécution devront utiliser le cartouche spécifique de la DiRIF, avec des champs à renseigner afin de permettre l'intégration future des documents dans la médiathèque de la DiRIF. Cette prestation globale, y compris intégration, est à la charge du Titulaire.

Les travaux nécessitant une intervention sur les équipements et emplacements existants devront faire l'objet d'un relevé sur site des tatouages DiRIF par le Titulaire afin d'obtenir les éléments nécessaires à ses études d'exécution.

Le titulaire devra réaliser les démarches et documents nécessaires à l'obtention des tatouages DiRIF

(équipements, locaux techniques, issues, niches, chambres...) afin de les intégrer aux plans d'exécution. Cette démarche concerne les nouveaux ainsi que les anciens tatouages.

Le MOE attire l'attention du titulaire sur la planification de cet élément de mission compte tenu du délai d'obtention des tatouages auprès des services de la DiRIF.

Tous les plans réalisés devront faire apparaître les tatouages DiRIF des équipements et des emplacements dans lesquels ils sont installés (Locaux techniques, issues, niches, chambres, etc.).

Les plans ne comportant pas l'ensemble des tatouages DiRIF ne pourront pas obtenir le statut VSO par le maître d'œuvre.

Il est rappelé au titulaire que toutes les cotes non fonctionnelles fournies sur les plans du marché sont données à titre purement indicatif : elles devront toutes être justifiées et optimisées par le titulaire dans le cadre de l'élaboration de ses études d'exécution.

Les études d'exécution et documents divers établis par le titulaire se conformeront à la charte graphique de la maîtrise d'œuvre qui sera fournie au démarrage de la période de préparation.

### **9-2-5. État d'avancement des documents d'exécution**

Le titulaire aura à sa charge l'établissement et la mise à jour périodique des fiches d'état navette des documents d'exécution dont il proposera le modèle (soumis à l'agrément du maître d'œuvre). La mise à jour de ces fiches destinées à préciser l'état d'avancement des études d'exécution se fera préalablement à chaque réunion de chantier.

## **9-3. Échantillons – Notices techniques – Procès-verbal d'agrément**

Le titulaire est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès-verbaux d'agrément demandés par le maître d'œuvre et ce dans les délais prévus par celui-ci.

## **9-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers**

Pour l'application des articles 31 à 34 du CCAG, le titulaire doit tenir compte des compléments suivants :

### **9-4-1. Installation des chantiers de l'entreprise**

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

Les dépôts de matériaux et de matériels nécessaires aux titulaires seront soumis à l'agrément du maître d'œuvre. L'aménagement, la viabilisation, l'entretien des accès ainsi que toutes les démarches administratives afférentes au terrain seront à la charge du titulaire et seront conformes aux prescriptions du CCTP.

Conformément à l'article 31.1.1 du CCAG, le titulaire se procurera à ses frais et risques les terrains complémentaires nécessaires à ses installations de chantier.

En complément à l'article 31.1.1 du CCAG, le titulaire devra mettre à disposition des autres intervenants du site les installations particulières prévues au CCTP. Les consommables nécessaires sur site à la réalisation de l'opération (eau, électricité, internet) y compris ceux nécessaires au Maître d'ouvrage, au Maître d'œuvre, aux divers contrôles extérieurs, au coordonnateur SPS et aux titulaires des autres marchés de l'opération seront pris en charge par le présent marché.

Tous les frais inhérents aux installations de chantier sont compris dans les prix « Installations de

chantier ».

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

Les installations de chantier relevant du régime des installations classées seront soumises dans ce domaine à la réglementation en vigueur.

Le titulaire adaptera le site aux besoins du chantier (portails, accès, dépose de glissières, balisage, éclairage). Ces dispositions pourront être appréciées lors de la visite du site. Le projet sera soumis à l'accord préalable du maître d'œuvre et de l'exploitant. Le gardiennage des installations de chantier et des matériels entreposés est à la charge du titulaire.

Les installations relatives à l'entretien et au nettoyage des engins, à la distribution de carburant devront prendre toutes les dispositions concernant la protection des eaux souterraines et superficielles : aires étanches, dispositif de collecte et de traitement des eaux, plan d'intervention en cas d'incident ou de pollution accidentelle, mais également en matière de protection contre le bruit et d'élimination des déchets. Les dispositifs mis en place pourront être soumis en fonction de la réglementation en vigueur, à l'approbation des services compétents.

L'entretien des engins dont la mobilité est réduite ne pourra se faire sur le chantier que dans la mesure où un dispositif de récupération des produits usés est amené sur place, puis évacué.

Les aires de stationnement des engins seront délimitées et aménagées à cet effet.

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et emplacements qui auront été occupés par ces installations doivent intervenir dans les deux mois qui suivent la date de réception du procès-verbal de réception des travaux. Passé ce délai, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par ces installations. Les lieux utilisés par le titulaire devront être remis dans le même état que celui porté au constat effectué contradictoirement entre le maître d'œuvre et le titulaire avant toute installation.

#### **9-4-2. Lieux de dépôt des déblais en excédent**

Conformément aux dispositions du CCAG, le titulaire se procure, à ses frais et risques, les terrains dont il peut avoir besoin comme lieu de dépôt temporaire des déblais en excédent. Il doit soumettre le choix de ces terrains à l'accord préalable du maître d'œuvre, qui peut refuser l'autorisation ou la subordonner à des dispositions spéciales à prendre, notamment pour l'aménagement des dépôts à y constituer, si des motifs d'intérêt général, comme la sauvegarde de l'environnement, le justifient.

#### **9-4-3. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)**

##### **9-4-3-1. Principes généraux**

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.

L'intervenant qui a déplacé un dispositif de sécurité collectif a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.

Les dispositifs de sécurité (échafaudage de façade, filet de protection, etc.) mis en place par un intervenant pour l'exécution de ses prestations spécifiques ne peuvent être déplacés ou modifiés que par celui-ci.

Ces installations restent sur le chantier tant qu'elles sont nécessaires à un corps d'état quelconque dans la limite des calendriers contractuels.

#### 9-4-3-2. Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Les frais résultants de cet arrêt seront à la charge du titulaire.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître de l'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

#### 9-4-3-3. Moyens donnés au coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les 5 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Dans les 5 jours qui suivent la notification de la décision de constitution du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et de Conditions de Travail (CISSCT), les noms de ses représentants au sein du collège dans les conditions fixées aux articles R.4532-80 à 83 du Code du Travail ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants, il tient à sa disposition leurs contrats ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur SPS ;
- La copie des déclarations d'accidents de travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé à l'article 2 du présent CCAP.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS :

- De toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet ;
- De son/ses intervention(s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement (GPA) ;

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur SPS

À la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le Registre Journal de la Coordination.

La notice en matière de Sécurité et de Protection de la Santé est jointe au marché lors de sa notification. Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des mesures qui sont définies par ce document ainsi que ses modifications ultérieures.

Si le coordonnateur SPS a connaissance, après le début des travaux, de l'existence de travaux

présentant des risques particuliers inscrits sur la liste fixée par l'arrêté prévu par l'article L.4532-8 du Code du Travail, il prend toutes les mesures utiles afin de rédiger, avant toute poursuite des travaux, le Plan Général Simplifié de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGSCSPS) mentionné aux articles R.4532-52 et 53 du Code du Travail.

Les sujétions découlant de la mise en œuvre de ce PGSCSPS sont réglées, le cas échéant, par voie d'avenant.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions du code du travail (4e partie, livre V, titre III) et les stipulations du présent marché relatives à la coordination SPS.

#### **9-4-4. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique**

Les stipulations du CCAG sont applicables.

#### **9-4-5. Maintien des communications et de l'écoulement des eaux**

Les stipulations du CCAG sont applicables.

#### **9-4-6. Démolition de constructions**

Les stipulations du CCAG sont applicables

#### **9-4-7. Emploi d'explosifs – Engins explosifs de guerre**

L'emploi des explosifs est interdit.

#### **9-4-8. Dégradations causées aux voies publiques**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

#### **9-4-9. Planning financier**

Le titulaire fournira tous les mois un planning financier hebdomadaire.

### **9-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé**

Sans objet.

### **9-6. Registre de chantier**

Les dispositions du CCAG s'appliquent.

## **ARTICLE 10. CONTRÔLES ET RÉCEPTIONS DES TRAVAUX**

### **10-1. Vérification des matériaux et produits – Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux**

#### **10-1-1. Vérification des matériaux et produits – Essais et épreuves**

Les essais et épreuves de matériaux et produits prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le PAQ à la diligence et aux frais du titulaire.



Les essais et épreuves de matériaux et produits non prévus au PAQ et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

### **10-1-2. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux**

Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrages prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le PAQ à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et contrôles non prévus au PAQ et demandés par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 38 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

## **10-2. Réception**

### **10-2-1. Réception des ouvrages**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

### **10-2-2. Réceptions partielles**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

## **10-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

## **10-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

## **10-5. Documents fournis après exécution**

Par dérogation à l'article 40, alinéa 1 du CCAG, le titulaire remet au maître d'œuvre le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) au plus tard le jour des opérations préalables à la réception.

Un exemplaire des documents nécessaires à l'établissement du DIUO est également transmis au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

Par dérogation à l'article 40, alinéa 4 du CCAG, les documents sont fournis au maître d'œuvre en deux (2) exemplaires papier, et un (1) sous format électronique.

Le contenu du dossier des ouvrages exécutés (DOE) est fixé comme suit :

- Les plans d'exécution conformes aux ouvrages exécutés établis par le titulaire,
- Les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages établies conformément aux prescriptions et recommandations des normes françaises en vigueur,
- Les constats d'évacuation des déchets,
- Les fiches produits et matériaux,
- Le plan du levé topographique de l'ensemble de la zone de chantier, après exécution des travaux,
- Les résultats des essais réalisés,
- Les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'interventions ultérieures sur l'ouvrage (DIUO)

- Les fiches de suivi et de non-conformité,
- Les plans de récolement des réseaux mis à jour,
- Le plan des installations de chantier actualisé (en fonction de ce qui a été fait) ;
- La liste des fournitures et une copie des fiches d'agrément signées ;
- Les éléments définitifs du Plan d'Assurance de la Qualité : document d'organisation générale, le programme de contrôle, les procédures d'exécution, les documents de suivis du chantier, les rapports liés au contrôle intérieur de la qualité (procès-verbaux : des essais relatifs au béton, aux contrôles des soudures, à l'étanchéité...);
- Les éléments définitifs du Plan Respect de l'Environnement et du Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Elimination des Déchets de chantier ;
- Les journaux de chantier ;
- Le planning chantier actualisé (planning conforme au déroulement réel du chantier) ;
- Les comptes-rendus de réunion signés.

Les plans seront remis sous le format dwg, dxf pour Autocad version 14, les autres documents sous le format pdf et soit sous les formats ppt, doc, xls pour Microsoft Office version 2013.

Ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites.

## **10-6. Délai de garantie**

Par dérogation à l'article 42.3 du CCAG, le délai de garantie des ouvrages, parties d'ouvrages ou ensemble de prestations qui font l'objet d'une réception partielle court jusqu'à l'expiration du délai de garantie généré par la dernière réception permettant l'établissement du décompte final du marché.

## **10-7. Garanties particulières**

### **10-7-1. Garantie sur la non-reprise des espèces végétales**

Le titulaire garantit le Maître d'ouvrage contre tout constat de reprise de la végétation pendant un délai de 2 ans à partir de la date d'effet de la réception totale des travaux. Cette garantie engage le titulaire pendant le délai fixé, à effectuer sur simple demande du Maître d'ouvrage, toutes les corrections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés.

### **10-7-2. Garantie sur matériaux et procédés nouveaux**

Si le titulaire propose dans son offre d'utiliser des matériaux et procédés nouveaux, il garantit au Maître d'ouvrage la bonne tenue du (des) matériau(x), fourniture(s) et procédé(s) mis en œuvre sur sa proposition pendant le délai de dix (10) ans à partir de la date d'effet de la réception totale des travaux.

Il s'engage dans le cas où, au cours de la période de garantie ci-dessus, la tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) ne serait pas satisfaisante, à le (les) remplacer à ses frais sur simple demande du Maître d'ouvrage, par le(s) matériau(x) et fourniture(s) initialement prévu(s).

### **10-7-3. Garantie particulière des documents et données informatiques conformes à l'exécution**

Le titulaire garantit le Maître d'ouvrage contre tout défaut dans les documents et données informatiques conformes à l'exécution, pendant un délai de trois (3) ans à partir de la date d'effet de la réception totale des travaux. Cette garantie engage le titulaire pendant le délai fixé, à effectuer sur simple demande du Maître d'ouvrage, toutes les corrections nécessaires pour remédier aux défauts

qui seraient constatés.

## **ARTICLE 11. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

### **11-1. Cadre réglementaire**

Le titulaire s'engage à respecter notamment les textes suivants :

- Articles L.122-1 à L.122-15 du Code de l'Environnement (Evaluation environnementale) ;
- Articles L.210-1 à 219-18 du Code de l'Environnement (Eau et milieux aquatiques) ;
- Articles L.220-1 à L.229-76 du Code de l'Environnement (Air et atmosphère) ;
- Articles L.414-1 à L.414-11 du Code de l'Environnement (Conservation des habitats naturels, de la faune et de la flore sauvages) ;
- Articles L.411-1 à L.415-8 du Code de l'Environnement (Protection du patrimoine naturel) ;
- Articles L.511-1 à L.517-2 du Code de l'Environnement (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement) ;
- Articles L.541-1 à L.541-50 du Code de l'Environnement (Prévention et gestion des déchets) ;
- Article L.571-1 à L.572-11 du Code de l'Environnement (Prévention de la pollution sonore) ;
- Articles L.510-1 à L.546-7 (Archéologie) et L.611-1 à L.650-3 (Monuments historiques, sites patrimoniaux remarquables et qualité architectural) du Code du Patrimoine.

### **11-2. Contrôles des dommages causés à l'environnement et aux tiers**

Des contrôles seront mis en place et consisteront à des :

- Contrôles des pollutions atmosphériques,
- Contrôles des niveaux sonores,
- Contrôles de la gestion des déchets,
- Contrôles de la qualité des eaux,
- Contrôles de la protection de la nature.

En complément aux articles 31.8 et 35 du CCAG, le titulaire prendra toutes les mesures utiles pour éviter les dommages et nuisances aux tiers et à l'environnement, notamment :

#### **11-2-1. Pollutions atmosphériques**

Nuisances potentielles	Activités
Poussières	Circulation, Transport de matériaux, Démolitions, Terrassements
Fumées et Odeurs	Brûlage, Stockage des déchets, Utilisation de produits volatils, Engins de chantier

#### **11-2-2. Pollutions sonores**

Nuisances potentielles	Activités
Bruit de chantier	Ensemble du chantier et plus particulièrement : Circulation des engins, Engins de chantier

Effets des vibrations sur le bâti et les ouvrages	Engins à procédé vibrant
---------------------------------------------------	--------------------------

### **11-2-3. Gestion des déchets**

Nuisances potentielles	Activités
Pollution de surface, des eaux, des sols et visuelle	Ensemble du chantier

### **11-2-4. Pollutions des eaux**

Nuisances potentielles	Activités
Tarissement des cours d'eau et des nappes	Pompage d'eau superficielle ou souterraine
Pollution des eaux superficielles et souterraines	Ensemble du chantier

### **11-2-5. Protection de la nature**

Nuisances potentielles	Activités
Risque d'incendie	Stockage de carburant, engins de chantier, brûlage
Risque de destruction de la faune et de la flore	Ensemble du chantier, et plus particulièrement circulation des engins, non-respect des périodes d'intervention

Il est précisé que le titulaire s'engage :

- À ce que l'expert de son assurance passe dans un délai maximum de trois mois à compter de la notification de la réclamation d'un tiers sur les lieux du sinistre,
- À régler cette réclamation dans le délai maximum de six mois à compter de sa notification
  - Soit par indemnisation du tiers ;
  - Soit par lettre motivant le refus d'indemnisation.

Le titulaire informe dans les plus brefs délais le maître d'œuvre, le maître de l'ouvrage et le coordonnateur environnement de tout dommage causé à l'environnement pendant l'exécution du marché. Il informe également l'autorité compétente en cas d'atteinte aux milieux (en particulier la police de l'eau en cas de pollution des eaux superficielles ou souterraines).

Le titulaire remédie à ses frais et risques dans les plus brefs délais à toutes les atteintes portées à l'environnement en cours d'exécution du marché.

Le maître d'ouvrage suspend les paiements jusqu'à détermination du montant nécessaire à la réparation du dommage causé à l'environnement et à l'indemnisation éventuelle des tiers.

Il applique une retenue égale à ce montant sur la première demande de paiement suivant le dommage et les suivantes si nécessaire.

Cette retenue est restituée au titulaire dans un délai de quarante-cinq (45) jours à compter de la réception par le maître d'ouvrage de la preuve que tous les dommages causés à l'environnement ont été réparés, et dans le cas où une autorité doit être contactée (ex : pollution d'un cours d'eau...), que cette autorité a donné son accord sur les remèdes apportés par le titulaire.

Les dispositions du présent article n'atténuent en rien la responsabilité civile et pénale du titulaire.

## **ARTICLE 12. CLAUSES EN FAVEUR DE L'EMPLOI ET DU DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL**

Le pouvoir adjudicateur, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions des articles L.2112-2 à -4, R.2112-2 et 3 du CCP en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Cette clause est applicable à la totalité du marché.

### **12-1. Obligation du titulaire**

Pour l'exécution du marché, le titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières, validées par la structure locale en charge du suivi de l'opération.

Sont notamment concernés :

- Les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage)
- Les allocataires du revenu de solidarité active (RSA) demandeur d'emploi ou ayants droits
- Les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L.5212-13 du code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi
- Les bénéficiaires de l'allocation adulte handicapé (AAH) de l'allocation d'invalidité (AI)
- Les personnes travaillant dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE)
- Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans
- Les jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi sans qualification (infra niveau V, soit niveau inférieur au CAP/BEP)
- Les jeunes diplômés sortis du système scolaire justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur
- Publics reconnus réfugiés (bénéficiant de la protection internationale)
- Autres publics validés par le facilitateur provenant des partenaires emploi du territoire (Pôle Emploi, MDE, PLIE, Missions Locales, Cap emploi Sameth, etc.)
- Personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire/régie des établissements pénitentiaires (SEP/RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire.
- Des personnes domiciliées de l'ensemble des Quartiers Politique de la Ville sur le territoire national, sur le modèle du dispositif ANRU.

### **12-2. Le nombre d'heures d'insertion à réaliser**

Le volume horaire de travail précisé ci-dessous est obligatoirement réservé aux publics visés au 12-1.

Tranche	Nombre minimum d'heures d'insertion à réaliser pour toute la durée d'exécution du marché
Ferme	35

### **12-3. Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion**

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus, en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après ;

- 1re modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une entreprise d'insertion,
- 2e modalité : la mise à disposition de salariés,

L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion, d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification ou d'une association intermédiaire.

- 3e modalité : l'embauche directe par l'entreprise.

Dans le cas où l'entreprise attributaire procède à une embauche directe d'une personne visée par l'action d'insertion (CDI ou CDD par exemple), y compris après avoir eu recours pour cette personne à la première ou à la deuxième modalité citées ci-dessus, les heures travaillées au titre de la clause sociale d'insertion pourront être comptabilisées pour toute la durée restante du marché (période entre la date d'embauche et la fin du marché).

L'attributaire désignera un responsable des ressources humaines qui sera l'interlocuteur privilégié du facilitateur de la clause sociale pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise titulaire et pour en assurer le suivi en liaison avec le facilitateur de la clause sociale.

## **12-4. Accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales**

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par :

Martine GOMIS - Coordonnatrice Clauses Sociales  
Communauté d'Agglomération Roissy Pays de France  
1, bd Carnot  
95400 Villiers le Bel  
Tel : 01 34 04 37 01 / 06 29 62 77 52  
MGOMIS@roissypaysdefrance.fr

Dans ce cadre, le facilitateur de la clause sociale a pour mission :

- Informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale,
- Accompagner l'entreprise dans la définition de la nature de ses besoins en matière de recrutement dans le cadre de la clause (définition des postes, des tâches, des compétences),
- Identifier le public susceptible de bénéficier des mesures d'insertion,
- Mettre en œuvre des actions de formation (pré-qualification, qualification, alternance) pour favoriser le recrutement direct des personnes en insertion,
- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours des organismes spécialisés,
- Suivre l'application de la clause et évaluer ses effets sur l'accès à l'emploi en liaison avec les entreprises.

## **12-5. Les modalités de contrôle de l'action d'insertion**

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par le facilitateur de la clause sociale.

Le titulaire fournit mensuellement tous renseignements utiles (justificatif de l'éligibilité des personnes recrutées, date d'embauche, type de contrat, poste occupé, attestation mensuelle d'heures d'insertion, etc.) propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 4-4.5 du présent CCAP.

En tout état de cause, le titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement. Dans ce cas, le facilitateur de la clause sociale étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

L'exécution de la clause pourra faire l'objet d'un suivi en réunion de chantier.

A l'issue du marché, le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées sur le chantier.

En cas de manquement grave du titulaire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché.

A l'achèvement du marché, le titulaire présente, avec son projet de décompte final, l'attestation du facilitateur de la clause sociale, faisant état du bilan d'insertion mis en œuvre par le titulaire.

## **ARTICLE 13. RÉSILIATION**

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RPA des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

À défaut, le maître de l'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 50 du CCAG.

Par dérogation à l'article 50 du CCAG :

- L'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à -14 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché pour faute du titulaire, par décision du RPA, aux frais et risques du déclarant.
- Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R2143-6 à -14 du Code de la Commande Publique ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître de l'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à -6 CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour ce motif, ainsi que conformément aux articles L.2141-7 à -11 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2141-12 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 461.2 du CCAG.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître de

l'ouvrage.

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur résilie pour motif d'intérêt général, le pourcentage d'indemnisation prévu au premier alinéa de l'article 46.4 du CCAG est fixé à 5 %.

Dans le cadre d'une résiliation nécessitant l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi que l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier, le titulaire, ou ses ayants droits, tuteur, administrateur, ou liquidateur seront convoqués par lettre recommandée avec avis de réception postale ou sous forme électronique dans les conditions fixées à l'article 1-3.10 ci-dessus.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L.8222-6 du Code du travail le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L.8221-3 à L.8221-6 sur le travail dissimulé.

### **13-1. Réclamation**

Par dérogation à l'article 55.1.2 du CCAG, le RPA dispose d'un délai de 3 mois pour notifier sa décision au titulaire à compter de la date de réception du mémoire en réclamation.

### **13-2. Défaillance**

Par dérogation à l'article 52.7.3 du CCAG, en cas de défaillance du mandataire dans son rôle de mandataire mais aussi dans l'exécution des travaux, le RPA décidera si un nouveau mandataire est désigné en remplacement du mandataire défaillant en continuant avec les autres membres, ou si le marché est totalement résilié afin de refaire un marché unique.

## **ARTICLE 14. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

Les dérogations et compléments explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, de l'AE et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG-travaux :

CCAP 1.3.10	déroge à l'article	3.1 du CCAG
CCAP 1.6.3.3	déroge à l'article	8.1.3 du CCAG
CCAP 1.6.3.4	déroge à l'article	8.1.3 du CCAG
CCAP 1.6.6	complète l'article	17.3 du CCAG
CCAP 2	déroge à l'article	4.1 du CCAG
CCAP 3.2.3	déroge à l'article	14.4.3 du CCAG
CCAP 3.2.5	déroge aux articles	12.1.1, 12.1.7, 12.3.1 et 12.4.4 du CCAG
CCAP 3.2.7	déroge à l'article	9.4 du CCAG
CCAP 3.3.3	déroge aux articles	12.2.1 et 19.2 du CCAG
CCAP 3.4	déroge à l'article	49.2 du CCAG
CCAP 4	déroge à l'article	19.2.1, 19.2.2 et 19.2.4 du CCAG
CCAP 4.2	déroge à l'article	18.2.3 du CCAG
CCAP 4.3.1	déroge à l'article	19.2 du CCAG
CCAP 5.6.2	déroge à l'article	52.1 du CCAG



CCAP 5.6.3	déroge à l'article	52.1 du CCAG
CCAP 7.3.3	déroge à l'article	24.4, 24.5 et 24.7 du CCAG
CCAP 8.4	complète l'article	27.2 du CCAG
CCAP 8.5	déroge à l'article	27.3.1 du CCAG
CCAP 9.1	déroge à l'article	28.2.2 du CCAG
	et complète l'article	28.1 du CCAG
CCAP 9.2.2	déroge à l'article	29.1.5 du CCAG
CCAP 9.4.1	complète l'article	31.1.1 du CCAG
CCAP 10.1	déroge à l'article	24.7 et 38 du CCAG
CCAP 10.5	déroge à l'article	40, alinéa 1 du CCAG
CCAP 10.6	déroge à l'article	42.3 du CCAG
CCAP 11.2	complète les articles	31.8 et 35 du CCAG
CCAP 13	déroge à l'article	50 du CCAG
CCAP 13.1	déroge à l'article	55.1.2 du CCAG
CCAP 13.2	déroge à l'article	52.7.3 du CCAG

b) CCTG et CPC travaux publics

Sans objet

c) Normes françaises homologuées

Sans objet

d) Autres normes

Sans objet